

QL

LE QUARTIER LATIN

25 |

Le Quartier Latin, 100 pages, 1970

FRAP

manifeste du FLQ
page 9



photo dalmás

L'école c'est
l'apprentissage
de la vie
(dicton)

L'école c'est
l'apprentissage
de la lutte
(contre-dicton)

lettre ouverte aux directeurs d'écoles secondaires

Monsieur le directeur,

vous avez une très bonne job à laquelle vous tenez sans doute beaucoup. Vous avez du pouvoir, et cela aussi vous y tenez sans doute beaucoup. Vous avez le pouvoir par exemple d'obliger un gars, une fille, à avoir les cheveux courts comme vous, à étudier ce qu'ils n'ont aucune envie d'étudier, à ne pas dire ce qu'ils pensent vraiment, à ne pas faire ce qu'ils ont envie de faire... à peu près huit heures par jour. D'autres directeurs qui ont du pouvoir comme vous exploitent du monde plus vieux que le vôtre dans des établissements différents des vôtres, qu'on appelle communément usines, compagnies, entreprises. Vous, vos cobayes, vous les exploitez dans des écoles.

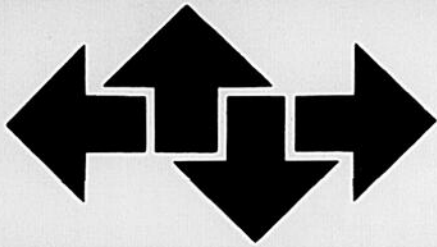
Bien sûr, vous êtes sincère, honnête, moralement sans tache. Vous n'êtes pas un ogre, et on ne vous accuse pas de complot. Vous n'êtes qu'un pauvre bonhomme qui défend sa peau, son passé, ses raisons de vivre, ses intérêts. Mais voilà, en défendant votre peau, votre passé, vous mettez en cause le présent d'étudiants, des jeunes, qui ont le droit d'être autres que vous, fût-ce contre vous. Nous aussi, nous défendons notre peau, nous aussi nous avons nos droits. Voilà pourquoi nous ne pouvons accepter que vous tentiez d'être "tchum" avec nous, encore moins avoir pitié de vous. Pour nous, ce serait abdiquer.

Par conséquent, nous tenons à ce que vous sachiez que la lutte qui s'est engagée entre vous et nous est une lutte irrémédiable, que si vous ne quittez pas vous-même votre siège de directeur, nous nous chargerons de vous en évincer et ensuite de détruire complètement votre siège, votre titre de directeur, vos privilèges, vos lois. En un mot, nous mettrons fin à votre règne, ce qui est la seule façon d'opérer un changement dans une société fondée sur l'exploitation, la vôtre. Elle doit mourir. Nous la ferons s'effriter et mourir.

**Monsieur le directeur,
Salut!**

.....

Aux étudiants qui croient que cette lettre exprime ce qu'ils pensent: découpez-la et collez-la bien sur la porte du bureau de vos directeurs et autres maîtres. Collez-en tant que vous en aurez.

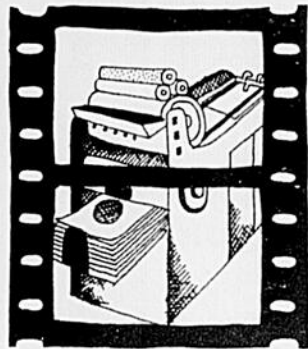


REZO

st-jérôme, shawinigan, s.d.s.
la tuque, lettres de québec
et victoriaville



le rézo... technique



Le Rezo dans les prochains mois commencera entre autres à solutionner deux problèmes bien précis de l'information: la distribution de film et le manque d'outils d'impression.

FILMS

Il faut permettre au plus grand nombre possible de gens de voir les films engagés! Bien que le problème de la production de films politiques soit loin d'être solutionné il est moins aigu en fait que le problème de la diffusion: il y en a des films politiques québécois et de plus on peut en obtenir de l'extérieur assez facilement (NEWSREEL, Amérique Latine etc.). Il faut avant tout disposer d'un REZO

pour les montrer et les rendre accessibles à tous.

Ca veut dire qu'au plus vite on aimerait que les groupes ou individus dans les différentes villes (ou CEGEP) qui voudraient projeter des films politiques contactent le REZO.

IMPRESSION

Beaucoup de noyaux sont paralysés par le manque d'outils et de connaissances au niveau de l'impression. Si dans une région un groupe n'a pas de moyens d'impression qu'il s'adresse au fournisseur local, l'imprimerie (comme tous les outils d'info.) étant encore mystifiée, on leur offrira du

matériel à un coup exorbitant. De plus on ne dispose pas toujours de gens qui savent utiliser les presses.

Le REZO d'ici quelques semaines pourra fournir les prix de plusieurs types de presses et divers renseignements se rapportant aux différents procédés d'impression. Nous pourrions également trouver de bonnes presses (de secondes mains) à Chicago, centre de l'imprimerie en Amérique. Nous voulons organiser des tournées avec des imprimeurs qui pourront donner des cours d'impression, de mise en page, etc.

Si ça vous intéresse d'une façon ou d'une autre contactez le REZO.

des coop plus engagées

Le texte que nous vous présentons ici se veut être une première réflexion sur l'orientation que pourrait prendre les coopératives

étudiantes au Québec. Ceux qui seraient intéressés à pousser la recherche d'avantage et à entreprendre des actions dans ce sens, peuvent communiquer avec Alain Tangay, à 270-2111, ou écrire à la Coopérative de l'Université du Québec à Montréal.

En 1966 notre "bienheureuse" UGEO publia *Maire de notre Destin par le corporatisme* de Jean-Guy St-Martin et Georges Dragon. Ce bouquin devait collaborer à la démocratisation et à la récupération de notre économie par la formule coopérative. Nous sommes évidemment très loin de cet objectif, car les coopératives étudiantes sont rapidement revenues les deux pieds sur la terre devant les nombreux problèmes d'organisation primaire. Il fallait d'abord s'implanter dans le milieu, obtenir l'approbation morale de l'institution d'enseignement (ce qui dérange souvent le petit commerce personnel du directeur) et à partir d'un capital de zéro piastre, créer un service économique. Ce premier stade évolua quand même rapidement et la meilleure solution trouvée sur les coopératives les plus rentables fut l'engagement de personnes salariées de façon permanente. On créait ainsi un début de structure technocratique. Dès lors, il était extrêmement dangereux de tomber dans le piège de la technocratie se voulant de plus en plus dominante. Ainsi, il existe certaine coopérative étudiante où le gérant et la coop. ne sont qu'une seule et même chose. D'où l'important besoin que les militants comprennent l'importance du Conseil d'administration pour l'orientation des politiques de base; pour empêcher la tech-

nocratie de se diriger vers la sécurisante droite. Le meilleur exemple est celui des caisses pops où on constitue un trust financier Desjardins par l'acquisition de compagnies supposément pour donner un meilleur service au membre. On commence à sentir une opposition importante au trust "Desjardins" par l'action des syndicats. Un des points du programme du FRAP pour la saison d'hiver vise justement la démocratisation des caisses pops. Il faudrait penser une action semblable dans certaines coopératives étudiantes, pour justement dépasser le stade primaire, pour en arriver d'abord à ne plus créer de coopératives de ghettos étudiants, car, on doit, au moins, ouvrir la coop. locale à toutes les communautés scolaires qui l'environnent, c'est-à-dire au personnel enseignant, non-enseignant... pour ensuite en arriver à l'intégration dans le milieu, comme l'a tentée, l'an dernier, la coopérative St-Laurent suivi de la coop. de l'amiante et de celle de l'Université du Québec. On commence présentement à sortir du stade primaire et à remettre en question plusieurs modes de fonctionnement: dont l'abolition pure et simple des avantages commerciaux fournis par la carte de membre pour en arriver à une adhésion libre de toutes contraintes économiques, en conséquence plus engagée. Par l'abolition des ristournes, on tente de fournir un service à toute la communauté, ce qui implique une politique de vente axée non pas sur les ventes spéciales d'écoulement, de feu, de saison où l'individu se fait nécessairement attrapper, mais sur une politique de vente au meilleur prix possible sur tous les articles en tout temps. Ceci, en vue d'éviter les

trucs publicitaires, les ventes pressions qui entraînent la création de besoin chez le consommateur. De plus, il ne faut pas faire économiser \$0.05 à l'étudiant consommateur pour lui faire sauver cinq sous, car sur une période donnée, il se retrouve avec un surplus, donc, il consomme davantage, donc il encourage l'entreprise capitaliste. D'où la nécessité pour les coopératives de ne pas servir seulement d'intermédiaire entre un membre et une compagnie, mais bien d'essayer d'en arriver au contrôle de la production. De toute façon, la libération économique ne pourra pas se faire par le système coopératif, il ne s'agit que d'une étape entre...

Il ne faut surtout plus se gargariser du mot éducation coopérative, ce qui ne fonctionne pas plus dans les coopératives étudiantes que dans les caisses pops. Il est bien certain que les coopératives deviendront une forme de laboratoire pratique des cours de techniques administratives ou même d'animation, mais à ce moment, on fait de l'enseignement et on n'atteint d'aucune façon la masse. D'où l'importance pour les coops de participer à l'élaboration d'un réseau d'information libre au Québec.

Ce texte est le résumé de quelques nouvelles orientations discutées dans le milieu coopératif étudiant, pour éviter de faire de l'étudiant un consommateur de services où il n'agira que s'il paie trop cher. Le besoin de militants dans le secteur coopératif étudiant devient de plus en plus crucial devant les nouvelles orientations que les coops devront prendre au congrès de la fédération des coopératives étudiantes du Québec.

formons des comités dans les écoles

Le 19 septembre le S.D.S. tenait son congrès annuel. Nous avons discuté de tout ce qui concerne le mouvement mais nous avons surtout insisté sur le problème important de l'information. L'information est ce qui permet d'intensifier les luttes dans les écoles.

Pour informer et mener des luttes efficaces, il faut un mouvement fort, implanté dans toutes les écoles. Le S.D.S. lance un appel à tous les étudiants conscients que l'école — et de l'importance de la changer — ne répond aucunement à nos besoins, afin qu'ils forment des comités d'écoles.

Former un comité d'école consiste d'abord à réunir un groupe d'amis (les plus politisés) pour discuter des problèmes de l'école. Ensuite il faut s'implanter pour informer et mener des luttes dans l'école. Pour avoir des journaux et de la documentation, il faut contacter le S.D.S. à 845-5311.

Déjà beaucoup d'actions ont été menées:

- à l'école Christophe Colomb les gars ont débrayé deux jours consécutifs à cause des règlements et de l'expulsion du président de l'école.
- à l'école Meilleur, un tract d'information a été distribué, dénonçant le directeur de la discipline (frère Duguay) parce qu'il a suspendu des gars (ils sont allés au restaurant durant la récréation).
- à l'école DeLorimier, (6, 7, 8ième années) les étudiants ont débrayé contre les règlements stupides. Plusieurs arrestations s'en suivirent.

Ainsi, la situation n'est pas très calme dans les écoles secondaires. Ce qui est important pour l'instant c'est de s'organiser en comité dans les écoles pour que les luttes soient orientées et planifiées.

Fuck les présentations d'usage, De Victoriaville, en réponse à l'appel lancé par le Quartier Latin pour la formation du Rézo (d'information). Nous voulons nous joindre au mouvement, vu l'intéressement au projet. Nous posséderons bientôt un local qui sera à la disposition du Rézo en tout temps avec matériel nécessaire.

Nous sommes présentement un groupe assez fort en influence, étant donné la formation de divers mouvements comme l'V.M.U.P.T. (Votez

victoriaville

maintenant, vivotez plus tard), l'A.M. P.J. (Association mardeuse des problèmes des Jeunes), et autres.

"C'est à la veille de sauter à Victoriaville."

Comme lieu de rencontre des gens: la semaine c'est au CEGEP, la fin de semaine, c'est au Fin Gourmet, à la taverne Central et au Marocain.

On est tanné de manger d'la marde! M.L. et K.G.



québec

- 3- arts
- 4- spectacles
- 5- sports
- 6- information

Cette année tout a commencé dès le début, l'atmosphère est réellement à la participation et à l'action. Nous croyons que ça va chauffer cette année.

Salut camarades et à la prochaine.

Les Québécois de F.X. Garneau.

l'initiation, le Cris s'occupera d'organiser un souper (pique-nique) à la Place d'Armes (cf: Quartier Latin année 53, vol 1, page 10) pour tous les étudiants du Cegep, entre 5 et 7 heures du soir. On y mangera, fumera, chantera, et la police mangera de la marde!!! La date de l'initiation n'est pas encore certaine, mais le souper, lui, est officiel et tout à fait prêt. Les reporters ou photographes du Q.L. sont invités à venir partager notre souper à la Place d'Armes, pour que Lamontagne change sa façon de penser et d'être ségrégationniste envers les jeunes!

Avant de terminer nous aimerions vous faire une suggestion:

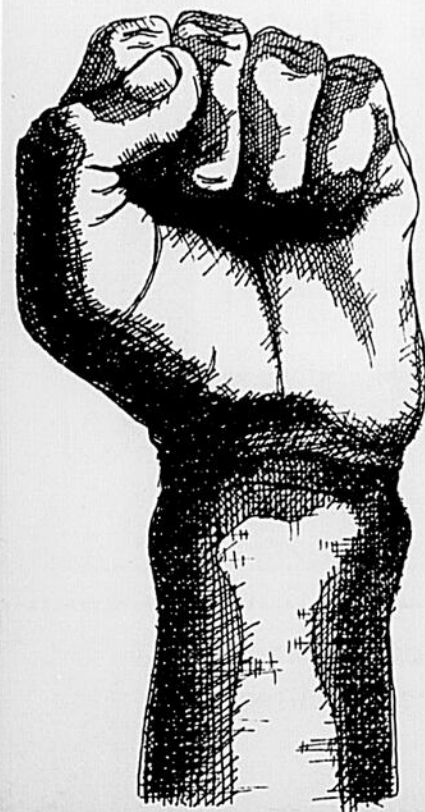
Recommencer ce que vous avez fait l'an dernier quand vous avez nommé tous les CEGEP en détaillant le nombre d'élèves, s'il y a une A.G.E. ou non, quels sont les groupes d'actions etc. etc.!!! Ceci a été très apprécié l'an dernier et surtout très utile au début de l'année. Vous devriez faire cela dans le prochain numéro. Ça fait d'ailleurs un peu partie de l'opération REZO.

En tout cas, si vous décidez de le faire voici, les informations nécessaires pour le Cegep Garneau.

— Elèves: de 900 à 1,000

2 — Pas d'A.G.E., comités complètement autonomes, avec budget autonome, et régis par eux-mêmes. (première victoire du Cris)

3 — Groupe d'action: Le Cris
Comités: 1- Journal DEUX MAI
2- radio



QL

LE QUARTIER LATIN

Le Quartier Latin, magazine québécois, publié par le Centre d'information Etudiant, Université de Montréal.

composé et imprimé par
Ateliers Roger Presse Ltée
3737, boul. Métropolitain est
Montréal — 725-3688

distribué par
La Coopérative de Distribution
Nationale et Québec-Press
paraît à tous les deux samedis.

Dépot légal. Bibliothèque nationale du Québec.

Affranchissement en Numéraire
au tarif de la troisième classe
— Permis no. 11031.

Rédaction:
Luc Fournier
Jacques Geoffroy
Jean-Robert Sansfaçon
Michel Métayer
Coordination:
Gilles Duceppe
Graphisme:
Pierre Foisy
Jean Foisy
Photographie:
Mireille Mathieu
Diffusion:
Jacques Laberge
Michel Viau
Secrétariat:
Maria Giguère
Administration:
Réjean Séguin
Documentation:
Claude Martin
REZO:
Ronald Loubier

Bureaux: Centre Social de l'Université
de Montréal, 6ième étage,
2222, boul. Edouard-Mont-
petit, Montréal 250

Téléphone: 739-4777

LOCATION DE CASSETTES 69¢

DE L'HEURE LES PLUS BAS PRIX EN VILLE

NOUS POUVONS VOUS FAIRE ECONOMISER

FREEPORT

Deux magasins à votre
service 306 ouest, rue
Ste-Catherine
Hotel Sheraton Mont-
Royal à la mezzanine

288-1922

ADO-NICK INC.

10827 PIE IX, MTL-NORD
325-3172

librairie - imprimerie
mobilière de bureau

ASSURANCE AUTOMOBILE

Nous représentons
21 compagnies

Taux de flotte pour professeurs, em-
ployés et certaines catégories d'étu-
diants.

L.M. DÉSILETS

Assurances

Montréal: 467-9311
Québec: 872-7186
Mtl. Métrop.: 861-5395

MANUFACTURE D'HABITS
OUVERT AU PUBLIC

2,000 HABITS FAITS À LA MAIN

IMPORTANT: Des milliers de personnes sont sorties de la
Manufacture avec de superbes vêtements. Faites comme eux!
Et surtout n'oubliez pas... Notre prix et notre qualité sont
imbattables.

PLAN
MISE DE COTE

STATIONNEMENT GRATUIT
en arrière du Théâtre Lucerne

HABITS \$34
DE WORSTED

HABITS \$39
VENITIENS

HABITS \$49
SIMPLE EN ASTRAL

HABITS \$59
DE VICUNA 100% PURE LAINE

VESTONS SPORT \$39
ET PANTALONS ASSORTIS

Manteau de cuir
Pour homme et femme
Rég.: \$110.00 \$59.

PANTALONS \$6.48 à \$14.50

SOULIERS \$9.95 à \$14.50

ASSORTIMENT DE
CHEMISES ET CRAVATES 1/2 PRIX

BLAZERS

Rég. \$69.50 \$29.50

VALUE COUPON

With purchase of a suit \$5.00 Avec l'achat d'un complet

HABITS \$19
D'ENFANT DE 4 A 16 ANS

ST-LAURENT MANUFACTURING INC.

858 DECARIE BLVD
VILLE ST. LAURENT
747-1593

Bata SHOE STORES

VENEZ A NOTRE NOUVEAU MAGASIN

Boutique Bata
Place Bonaventure

OU VOUS TROUVEREZ TOUS LES ACCESSOIRES QUI COMPLE-
TERONT VOTRE GARDE-ROBE D'AUTOMNE

NOS DERNIERES NOUVEAUTES SONT
VEAU, CUIR VERNI, REPTILE.



CHAUSSURES EN VEAU VELOUTE \$14.99

ET PLUS

BOUTIQUE BATA AUSSI A Plaza Alexis Nihon, rue St-Hubert, Centre Commercial
Van Horne, Centre Commercial Côte St-Luc

Au Bouvillon

Salle à manger
Bar-Terrasse
Discothèque

5414 Gatineau
Montréal

Tél. 733-2125

LE JAZZ LIBRE DU QUEBEC

concert, forum, spectacle

526-1010

CHEZ VITO

Restaurant - Terrasse

5412 Côte des Neiges,
Montréal,
Téléphone: 735-3623

Licence complète

Nous honorons toutes les
cartes de crédit

Livraison gratuite

nous lisons **QUÉBEC-PRESSE**



Marcel Dubé, dramaturge



Clémence Desrochers, fantasiste



Claude Landry, fantasiste



Jean Duceppe, comédien

parce que

QUÉBEC-PRESSE est un journal libre

QUÉBEC-PRESSE est contrôlé par les journalistes qui le font

QUÉBEC-PRESSE est le journal d'un Québec nouveau

QUÉBEC-PRESSE va au fond des choses

QUÉBEC-PRESSE est un journal de combat

QUÉBEC-PRESSE veut un Québec juste



Raymond Lévesque, chansonnier



Jean-Louis Roux, homme de théâtre



Pauline Julien, chanteuse



Denis Héroux, comédien

L'ILLETTE

Ce mois-ci: spécial contre culture

- pour ou contre "american dream" (Jean-Claude Germain)
- Un peu à côté de la "track" (Victor Lévy Beaulieu)
- Technocratie et contre culture (C. Fluet)
- Pleure pas Jasmin (Victor Lévy Beaulieu)
- Torture "Agency" (Jean-Marie Poupart)

En vente bientôt

Auto - Contestation

Jeunes automobilistes attention!

Vous voulez une Auto?

PRENEZ GARDE

Aux prix de vente abusifs
Aux frais de financement exorbitants
Aux taux éhontés d'assurance-automobile

VOULEZ-VOUS

Eviter toutes ces Dépenses?
Economiser sur l'achat, l'entretien, le financement et l'assurance de votre auto?
Participer à un plan coopératif d'achat

JOIGNEZ NOTRE COOPERATIVE D'ACHAT

LA SEULE SOCIÉTÉ DE CE GENRE A VOUS DONNER CES AVANTAGES
EN AMÉRIQUE DU NORD

S.A. SECURITAS PLAN 2000 EST LA SOLUTION

384-9880

NOM.....
ADRESSE.....
VILLE..... TELEPHONE.....

Postez à S.A.S. Inc. 110 ouest Boul. Crémazie, Suite 420, Montréal 351.

the Villager

shoe shoppes

dernier cri, le fer à repasser



a — En simili-serpent et simili-cordons. Noir marine, havane, tous avec garniture en suède assorti.

\$16.99 seulement



\$16.99 seulement

B — Boucle de ton or simili serpent-vert. Simili croco havane. Chevreau noir luisant. Chevreau violet luisant.

Ouvert les jeudi et vendredi soirs

Commande P.S.I. acceptées

Nous honorons les cartes CHARGE et de CREDIT

5218, ch. de la Reine-Marie
1478, rue Peel
Place Victoria

Les Galeries d'Anjou
Centre commercial Fairview
6621, Plaza de la rue Saint-Hubert

110, mail de la rue Sparks (Ottawa)

SPECTACLES



SOCIÉTÉ
DE MUSIQUE
CONTEMPORAINE
DU QUÉBEC

5e SAISON 1970-1971

Jeu 22 octobre
Théâtre Maisonneuve
**LE GROUPE INSTRUMENTAL
DE MONTRÉAL**
direction SERGE GARANT
Oeuvres de Heard, Benhamou,
Vivier, Tremblay, Shinohara

Jeu 5 novembre
Salle Claude-Champagne
**CONCERT YVONNE LORIOD
ET OLIVIER MESSIAEN**

Première partie:
Récital Yvonne Loriod
Deuxième partie:
Les visions de l'AMEN,
pour 2 pianos
d'Olivier Messiaen

Jeu 3 décembre
Église Immaculée-Conception

**RÉCITAL D'ORGUE
WILLIAM ALBRIGHT**
Oeuvres de Albright, Bolcom,
Messiaen, Ives

Jeu 25 février
**LE GROUPE INSTRUMENTAL
DE MONTRÉAL**
direction SERGE GARANT
Oeuvres de Stravinsky, Ives,
Mather, Berio, Bussotti, Schaefer

Lun et mar 8 et 9 mars
Salle Claude-Champagne
**2 CONCERTS
KARLHEINZ STOCKHAUSEN**
et son Groupe

Solistes:
Margot McKinnon,
Serge Lallamme
Jean Laurendeau
Louis-Philippe Pelletier
Phyllis Mailing
Emil Subirana
Garth Beckett
et Boyd McDonald

1er CONCERT DE LA SAISON

Jeu 22 octobre 20h.30

PROGRAMME

HEARD
Voices
BENHAMOU
Kaddish
VIVIER
Prolifération
TREMBLAY
Dimensions, soleils (film)
SHINOHARA
Alternances
**LE GROUPE INSTRUMENTAL
DE MONTRÉAL**
Direction: **SERGE GARANT**
avec
Margo McKinnon
soprano
Serge Lallamme
Percussionniste
Jean Laurendeau
ondate
Louis-Philippe Pelletier
pianiste

Billet simple à l'entrée: \$2.50
L'abonnement aux 6 concerts:
\$12.00

Boni: un 7e concert
Radio-Canada le 28 mars.
Billets de saison en vente au

THÉÂTRE MAISONNEUVE
PLACE DES ARTS



ELYSEE
CINEMA D'ART



A l'affiche:

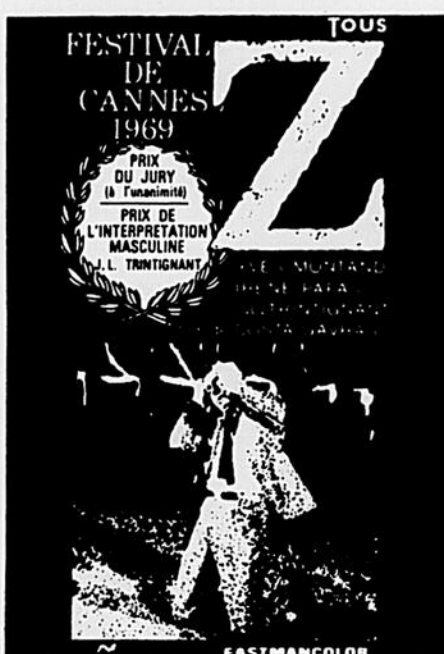
Salles:

RESNAIS:

"Le Grand Cérémonial"
d'après Arrabal

EISENSTEIN:

"Z" de Costa-Gavras



Tarif spécial aux étudiants

\$1.00

Le lundi en soirée
et le samedi en matinée

Un plaisir en amène un autre.



Garanti! Aujourd'hui c'est O'Keefe.

BRASSÉE AU QUÉBEC PAR LA BRASSERIE O'KEEFE LTÉE.

Programmation Ciné-Campus pour le premier semestre

25 septembre

J'ai même rencontré des tzi-
ganes heureux
Yougoslave. Alexandre Petro-
vic. 1967. Couleur.

Forum en folie

G.B. Richard Lester. 1966.
Couleur.

2 octobre

Cérémonie secrète

G.B. Joseph Losey. 1968. Cou-
leur. Mia Farrow, Elizabeth
Taylor, Robert Mitchum

L'Obsédé (The Collector)

Am. William Wyler. 1965. Cou-
leur. Terence Stamp, Samantha
Eggar

9 octobre

Téoréma

Italie. Pier Paolo Pasolini.
1968. Couleur Terence Stamp,
Silvana Mangano / S.T. anglais

La Bombe

G.B. Peter Watkins. 1966.

16 octobre

If...

G.B. Lindsay Anderson. 1967.
Couleur Christine Noonan,
Malcolm McDowell.

6 novembre

Soirée Jean-Luc Godard

Les Carabiniers (1963)
Week-end (1969)

13 novembre

Pierre et Paul

France. René Allio. 1969. Pierre
Mondy et Bulle Ogier.

23 octobre

Cat Ballou

Am. Elliott Silverstein. 1965.
Couleur Jane Fonda, Lee Mar-
vin.

Trains étroitement surveillés

Tch. Jiri Menzel. 1966. / S.T.
français.

Baisers volés

France. François Truffaut. 1968
Jean-Pierre Léaud et Claude
Jade

30 octobre

Le mépris n'aura qu'un temps

Qué. Arthur Lamothe. 1969.
Soirée gratuite pour permettre
à "tous" de voir un "vrai" film
politique. (une comédie pour
célébrer l'Halloween).

Medium Cool

Am. Haskell Wexler. 1969. Cou-
leur. Robert Forster. Verna
Bloom. / anglais.

29 novembre

Cul-de-sac

G.B. Roman Polanski. 1966.
Donald Pleasance, François
Dorléac.

Pétulia

Am. Richard Lester. 1968.
Couleur. Julie Christie et George
Scott

27 novembre

Rosemary's baby

(version française) Am. Roman Polan-
ski. 1968. Couleur. Mia Farrow
et John Cassavetes.

Tell Them Willie Boy is here

(version française) Am. Abra-
ham Polonsky. 1968. Couleur.
Robert Blake et Robert Redford

4 décembre

Charge de la brigade légère

G.B. Tony Richardson. 1968.
Couleur. Vanessa Redgrave et
Trevor Howard.

Mademoiselle

G.B. Tony Richardson. 1966
avec Jeanne Moreau.

11 décembre

Wild Bunch (version française)

Am. Sam Peckinpah. 1969.
Couleur. William Holden et
Ernest Borgnine.

Le Voyage fantastique

Am. Richard Fleischer. 1966.
Couleur. Rachel Welch et Ste-
phen Boyd.

Admission gratuite sur présen-
tation de la carte d'étudiant
de l'Université de Montréal,
et le prix d'entrée de \$1.00
pour ceux de l'extérieur.

Pour ces trois séances spécia-
les (Théoréma, Rosemary's
baby, Wild Bunch). L'admis-
sion sera de \$1.50 pour le grand
public et de 0.75 pour les étu-
diants de l'U. de M.

Les séances de projec-
tion ont lieu le vendre-
di soir, à 7h 30 PM à
l'amphithéâtre de l'im-
meuble principal.

manifeste du flq

Le Front de Libération du Québec n'est pas le messie, ni un Robin des bois des temps modernes. C'est un regroupement de travailleurs québécois qui sont décidés à tout mettre en oeuvre pour que le peuple du Québec prenne définitivement en mains son destin.

Le Front de Libération du Québec veut l'indépendance totale des Québécois, réunis dans une société libre et purgée à jamais de sa clique de requins voraces, les "big-boss" patronneux et leurs valets qui ont fait du Québec leur chasse-gardée du cheap labor et de l'exploitation sans scrupules.

Le Front de Libération du Québec n'est pas un mouvement d'agression, mais la réponse à une agression, celle organisée par la haute finance par l'entremise des marionnettes des gouvernements fédéral et provincial (le show de la Brinks, le bill 63, la carte électorale, la taxe dite de "progrès social" (sic), power corporation, l'assurance-médecins, les gars de Lapalme...).

Le Front de Libération du Québec s'auto-finance d'impôts volontaires (sic) prélevés à même les entreprises d'exploitation des ouvriers (banques, compagnies de finance, etc...).

"Les puissances d'argent du statu quo, la plupart des tuteurs traditionnels de notre peuple, ont obtenu la réaction qu'ils espéraient, le recul plutôt qu'un changement pour lequel nous avons travaillé comme jamais; pour lequel on va continuer à travailler".

René Lévesque,
29 avril 1970

Nous avons cru un moment qu'il valait la peine de canaliser nos énergies, nos impatiences comme le dit si bien René Lévesque, dans le Parti Québécois mais la victoire libérale montre bien que ce qu'on appelle démocratie au Québec n'est en fait et depuis toujours que la "democracy des riches. La victoire du parti libéral en ce sens n'est en fait que la victoire des faiseurs d'élections Simard-Cotroni. En conséquence, le parlementarisme britannique, c'est bien fini et le Front de Libération du Québec ne se laissera jamais distraire par les miettes électorales que les capitalistes anglo-saxons lancent dans la basse-cour québécoise à tous les quatre ans. Nombre de Québécois ont compris et ils vont agir. Bourassa dans l'année qui vient va prendre de la maturité: 100,000 travailleurs révolutionnaires organisés et armés!

Oui il y a des raisons à la victoire libérale. Oui il y en a des raisons à la pauvreté, au chômage, aux taudis, au fait que vous M. Bergeron de la rue Visitation et aussi vous M. Legendre de Ville Laval qui gagnez 10,000 dollars par année, vous ne vous sentiez pas libre en notre pays le Québec.

Oui il y a des raisons, et les gars de la Lord les connaissent, les pêcheurs

de la Gaspésie, les travailleurs de la Côte Nord, les mineurs de la Iron Ore, de Québec Cartier Mining, de la Noranda les connaissent eux aussi ces raisons. Et les braves travailleurs de Cabano que l'on a tenté de fourrer une fois de plus en savent des tas de raisons.

Oui il y a des raisons pour que vous, M. Tremblay de la rue Panet et vous, M. Cloutier qui travaillez dans la construction à St-Jérôme, vous ne puissiez vous payer des "vaisseaux d'or" avec de la belle zizique et tout le fling flang comme l'a fait Drapeau-l'aristocrate, celui qui se préoccupe tellement des taudis qu'il a fait placer des panneaux de couleurs devant ceux-ci pour ne pas que les riches touristes voient notre misère.

Oui il y en a des raisons pour que vous Madame Lemay de St-Hyacinthe vous ne puissiez pas vous payer des petits voyages en Floride comme le font avec notre argent tous les sales juges et députés.

Les braves travailleurs de la Vickers et ceux de la Davie Ship les savent ces raisons, eux à qui l'on n'a donné aucune raison pour les crisser à la porte. Et les gars de Murdochville que l'on a écrasés pour la seule et unique raison qu'ils voulaient se syndiquer et à qui les sales juges ont fait payer plus de deux millions de dollars parce qu'ils avaient voulu exercer ce droit élémentaire. Les gars de Murdochville la connaissent la justice et ils en connaissent des tas de raisons.

Oui il y en a des raisons pour que vous, M. Lachance de la rue Ste-Marguerite, vous alliez noyer votre désespoir, votre rancœur et votre rage dans la bière du chien à Molson. Et toi, Lachance fils avec tes cigarettes de mari...

Oui il y en a des raisons pour que vous, les assistés sociaux, on vous tienne de génération en génération sur le bien-être social. Il y en a des tas de raisons, les travailleurs de la Domtar à Windsor et à East Angus les savent. Et les travailleurs de la Squibb et de la Ayers et les gars de la Régie des Alcools et ceux de la Seven Up et de Victoria Precision et les cols bleus de Laval et de Montréal et les gars de Lapalme et savent des tas de raisons.

Les travailleurs de Dupont of Canada en savent eux aussi, même si bientôt ils ne pourront que les donner en anglais (ainsi assimilés, ils iront grossir le nombre des immigrants, Néo-Québécois, enfants chéris du bill 63.)

Et les policiers de Montréal auraient dû les comprendre ces raisons, eux qui sont les bras du système; ils auraient dû s'apercevoir que nous vivons dans une société terrorisée parce que sans leur force, sans leur violence plus rien ne fonctionnait le 7 octobre!

Nous en avons soupé du fédéralisme canadien qui pénalise les producteurs laitiers du Québec pour satisfaire aux besoins anglo-saxons du commonwealth;

qui maintient les braves chauffeurs de taxi de Montréal dans un état de demi-esclaves en protégeant honteusement le monopole exclusif de l'écoeurrant Murray-Hill et de son propriétaire-assassin Charles Hershorn et de son fils Paul qui, à maintes reprises, le soir du 7 octobre, arracha des mains de ses employés le fusil de calibre 12 pour tirer sur les chauffeurs et blesser ainsi mortellement le caporal Dumas, tué en tant que manifestant;

qui pratique une politique insensée des importations en jetant un à un dans la rue les petits salariés des Textiles et de la Chaussure, les plus bafoués au Québec, aux profits d'une poignée de maudits "money-makers" roulant cadillac;

qui classe la nation québécoise au rang des minorités ethniques du Canada.

Nous en avons soupé, et de plus en plus Québécois également, d'un gouvernement de mitaines qui fait mille et une acrobaties pour charmer les millionnaires américains en les suppliant de venir investir au Québec, la Belle Province où des milliers de milles carrés de forêts remplies de gibiers et de lacs poissonneux sont la propriété exclusive de ces mêmes Seigneurs tout-puissants du XX^e siècle;

d'un hypocrite à la Bourassa qui s'appuie sur les blindés de la Brinks, véritable symbole de l'occupation étrangère au Québec, pour tenir les pauvres "natives" québécois dans la peur de la misère et du chômage auxquels nous sommes tant habitués;

de nos impôts que l'envoyé d'Ottawa au Québec vent donner aux boss anglophones pour les "inciter", ma chère, à parler français, à négocier en français: repeat after me: "cheap labor means main-d'oeuvre à bon marché";

des promesses de travail et de prospérité, alors que nous serons toujours les serviteurs assidus et les lèche-bottes des big shot, tant qu'il y aura des Westmount, des Town of Mount-Royal, des Hamstead, des Outremont, tous ces véritables châteaux-forts de la haute finance de la rue St-Jacques et de la Wall Street, tant que nous tous, Québécois, n'aurons pas chassé par tous les moyens, y compris la dynamite et les armes, ces big-boss de l'économie et de la politique prêts à toutes les bassesses pour mieux nous fourrer.

Nous vivons dans une société d'esclaves terrorisés, terrorisés par les grands patrons, Steinberg, Clark, Bronfman, Smith, Neople, Timmins, Geoffrion, J. L. Lévesque, Hershorn, Thompson, Nesbitt, Desmarais, Kierans, (à côté de ça, Rémi Popol la garçette, Drapeau le dog, Bourassa le serein des Simard, Trudeau la tapette, c'est des peanuts!)

Terrorisés par l'Eglise capitaliste romaine, même si ça paraît de moins en moins (à qui appartient la Place de la Bourse), par les paiements à rembourser à la Household Finance, par

la publicité des grands maîtres de la consommation, Eaton, Simpson, Morgan, Steinberg, General Motors...; terrorisés par les Lieux fermés de la science et de la culture que sont les universités et par leurs singes-directeurs Gaudry et Dorais et par le sous-singe Robert Shaw.

Nous sommes de plus en plus nombreux à connaître et à subir cette société terroriste et le jour s'en vient où tous les Westmount du Québec disparaîtront de la carte.

Travailleurs de la production, des mines et des forêts; travailleurs des services, enseignants et étudiants, chômeurs, prenez ce qui vous appartient, votre travail, votre détermination et votre liberté. Et vous, les travailleurs de la General Electric, c'est vous qui faites fonctionner vos usines; vous seuls êtes capables de produire; Sant vous, General Electric n'est rien!

Travailleurs du Québec, commencez dès aujourd'hui à reprendre ce qui vous appartient; prenez vous-mêmes ce qui est à vous. Vous seuls connaissez vos usines, vos machines, vos hôtels, vos universités, vos syndicats, n'attendez pas d'organisation miracle!

Faites vous-même votre révolution dans vos quartiers, dans vos milieux de travail. Et si vous ne le faites pas vous-mêmes, d'autres usurpateurs technocrates ou autres remplaceront la poignée de fumeurs de cigares que nous connaissons maintenant et tout sera à refaire. Vous seuls êtes capables de bâtir une société libre.

Il nous faut lutter, non plus un à un, mais en s'unissant, jusqu'à la victoire, avec tous les moyens que l'on possède comme l'on fait les Patriotes de 1837-1838 (ceux que notre sainte mère l'Eglise s'est empressée d'excommunier pour mieux se vendre aux intérêts britanniques).

Qu'aux quatre coins du Québec, ceux qu'on a osé traiter avec dédain de lousy French et d'alcooliques entreprennent vigoureusement le combat contre les matraqueurs de la liberté et de la justice et mettent hors d'état de nuire tous ces professionnels du holdnessman, juges et politiciens vendus up et de l'escroquerie: banquiers, businessman, juges et politiciens vendus...

Nous sommes des travailleurs québécois et nous irons jusqu'au bout. Nous voulons remplacer avec toute la population cette société d'esclaves par une société libre, fonctionnant d'elle-même et pour elle-même, une société libre, fonctionnant d'elle-même et pour elle-même, une société sur le monde.

Notre lutte ne peut être que victorieuse. On ne tient pas longtemps dans la misère et le mépris un peuple en réveil.

Vive le Québec libre!

Vive les camarades prisonniers politiques!

Vive la révolution québécoise!

Vive le Front de Libération du Québec!

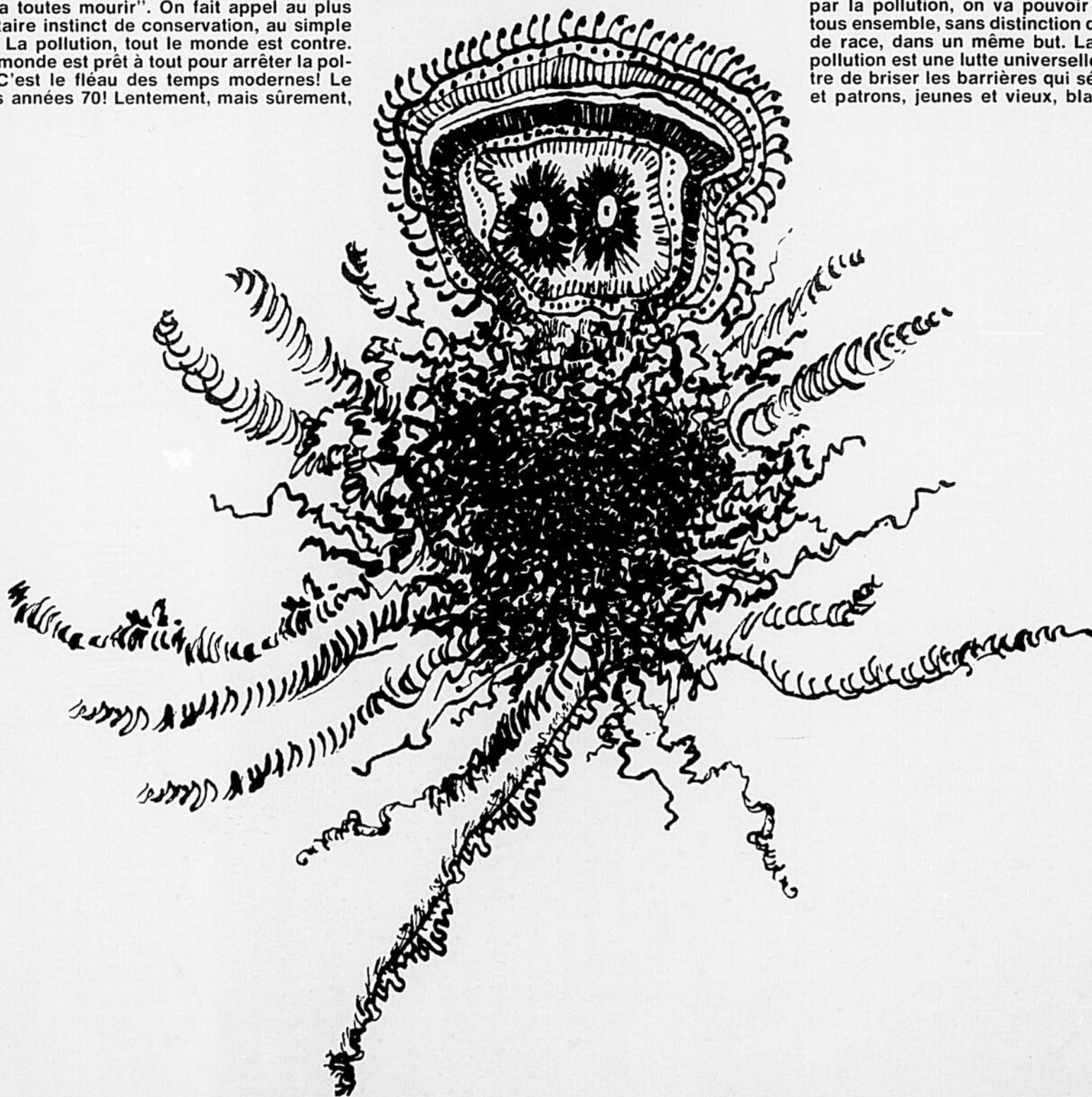
le racket de la pollution

Du monde qui a peur, c'est du monde tranquille.

Depuis quelques temps, les media d'information nous inondent de reportages sur la pollution. De plus en plus, ils réussissent à créer autour de la pollution une espèce de psychose collective, d'atmosphère d'apocalypse. "Tchéquez vos claques, la pollution s'en vient! Paraît qu'on va toutes mourir". On fait appel au plus élémentaire instinct de conservation, au simple réflexe. La pollution, tout le monde est contre. Tout le monde est prêt à tout pour arrêter la pollution. C'est le fléau des temps modernes! Le défi des années 70! Lentement, mais sûrement,

on prépare le peuple à de grands sacrifices(\$). Et le peuple va les faire les sacrifices, parce que le peuple a peur! La pollution, ça fait mal.

Politiquement, cette campagne de "terreur" a donné naissance au mythe de la lutte universelle contre la pollution. Le raisonnement est simple: parce que tout le monde est concerné par la pollution, on va pouvoir enfin se battre tous ensemble, sans distinction de classe, d'âge, de race, dans un même but. La lutte contre la pollution est une lutte universelle qui va permettre de briser les barrières qui séparent ouvriers et patrons, jeunes et vieux, blancs et noirs, et



pourquoi pas, capitalistes et communistes. Les leitmotivs des exploités de la pollution sont: "tout le monde est coupable", on est tous dans le même bateau" et surtout le fameux "l'ennemi c'est nous" (dans la ligne de la mythologie de la culpabilité typiquement chrétienne). Voici ce qu'on peut lire dans une brochure sur la pollution publiée par la C.I.L. et intitulée "Vivre dans un monde meilleur" (sic) ou (fuck) (comme vous voulez): "Cela veut dire que le gouvernement doit agir en guide éclairé et que toutes les classes de la société doivent coopérer. Il ne saurait y avoir place pour les récrimination mutuelles, la mesquinerie politique et la protection des intérêts personnels. Il n'est pas question non plus de montrer du doigt telle compagnie, telle municipalité ou tel gouvernement et de s'en servir comme bouc émissaire." Pas mal brillants les gars de la C.I.L., hein?

On comprend ensuite que l'écologie devienne le nouveau bag à la mode, l'enfant chéri de la nouvelle culture qui y voit poindre l'aube d'une humanité nouvelle. Aux États-Unis, même le gouvernement affirme que la lutte contre la pollution constitue enfin cet objectif, cet idéal qui va unir la nation dans une lutte commune (c'est pu le Vietnam, c'est pu la lutte contre la pauvreté, oubliez ça. Nous autres on est encore poigné avec la "société juste", mais faites vous en pas y sont en train de nous en trouver un autre gadget, ce sera peut-être la poll...)

Ce mythe de la lutte universelle dépolitise le problème, mais il a aussi une autre fonction. Poursuivons le raisonnement: si tout le monde est coupable, si tout le monde est concerné et responsable, tout le monde doit payer (s'agissait d'y penser). Écoutons encore les gars de la C.I.L.: "Nous porterons tous le fardeau financier: taxes et prix seront plus élevés, mais nous ne pouvons nous en acquitter autrement. Seule une coopération de ce genre et un consentement universel à l'effort commun nécessaire nous permettront de mobiliser... bla bla bla". Lors du récent colloque sur la pollution, Drapeau en a profité pour glisser: "La population de Montréal doit être prête à payer le prix de la lutte contre la pollution".

L'industrie est directement responsable de 80% de la pollution de l'eau et d'au moins 50% de la pollution de l'air (l'autre 50% viendrait des au-

tomobiles, mais qui construit les automobiles?). Pourtant, l'industrie ne perdra pas d'argent dans sa lutte contre la pollution pour la raison très simple que désormais, le coût de la lutte anti-pollution s'intégrera dans les coûts "normaux" de production, ce qui entraînera une hausse "normale" des prix. En définitive, c'est encore le consommateur qui va payer. Et il va accepter de payer parce qu'on lui a fait bien peur. Voici d'ailleurs les paroles d'un business man, directeur du marketing pour la cie Neptune Meter: "Nous avons la capacité technique pour dépolluer à peu près n'importe quoi. Mais l'industrie se demande qui va payer la facture. Le gouvernement ou le consommateur? Franchement, je pense que les gens sont devenus tellement conscients du problème qu'ils accepteront de payer pour nettoyer notre eau et notre air". Le président Nixon a dit lui-même: "Dans la mesure du possible, le prix des biens devrait être fixé de façon à intégrer ce qu'il en coûte pour les produire et les utiliser sans dommages pour l'environnement."

Non seulement l'industrie ne perdra pas d'argent à combattre la pollution, mais elle se prépare à en faire:

— si des lois sévères sont votées pour obliger les industries à combattre la pollution, certaines petites industries ne pourront encaisser le "coût" et disparaîtront, au profit des plus grosses.

— nous assistons présentement à la naissance d'une industrie anti-pollution. C'est-à-dire que certaines industries vendent à d'autres ou aux particuliers de l'équipement anti-pollution. Ex: l'an dernier, la cie Zurn Industries a vendu pour \$73 millions d'équipement anti-pollution, la Neptune Meter \$15 millions.

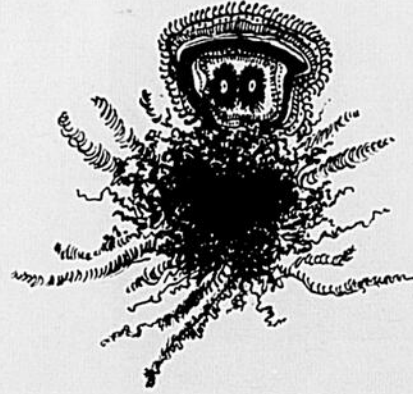
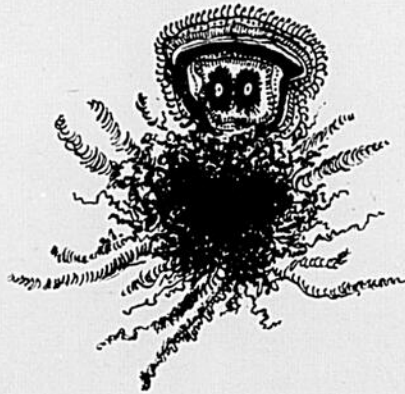
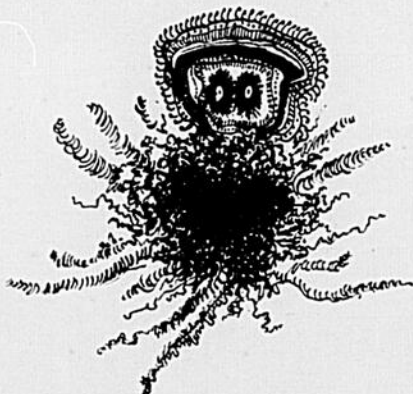
— Une véritable bataille publicitaire s'engage autour de la pollution, car la pollution est devenu un thème payant (comme la jeunesse). Ex: — la bataille entre les compagnies d'essence autour de la fameuse essence sans plomb, — l'American Gas Association qui vante les mérites anti-pollution de ses incinérateurs — la cie I.B.M. se flatte que ses ordinateurs aient aidé à la dépollution du Lac Ontario.

La cote de la pollution sur le marché idéologique a subi en peu de temps une ascension

vertigineuse: — quand les premiers ministres provinciaux se sont rencontrés cet été, c'est sur le problème de la pollution qu'ils se sont le plus facilement entendus. Quand Léo Dorais veut montrer que l'université du Québec a une "conscience sociale aigüe" ou quelque chose du genre, il prend comme exemple la subvention de \$200,000 qu'elle a reçu pour faire des recherches sur la pollution (cf. Point de Mire, sept. 70, p. 58)

Jusqu'ici, les luttes contre la pollution quoique très populaires, ont été pour la plupart politiquement nulles. Soit qu'on revendique des réformes (c'est la ligne suivie par les organismes de bienfaisance), soit qu'on fait au contraire de cette question la question globale, ultime, qui englobe toutes les autres, celle où tous les problèmes vont se résoudre, parce qu'elle implique un changement radical de mentalité (c'est la ligne suivie par la nouvelle culture). Or il est vrai que la lutte contre la pollution soulève des problèmes de fond, et que, bien orientée, elle peut déboucher sur une lutte politique valable. Ces problèmes sont: l'autonomie des collectivités régionales, le contrôle du peuple sur son territoire, son environnement, la question des ghettos urbains insalubres, c'est-à-dire somme toute, des problèmes de pouvoir non pas des problèmes technologiques comme les médias d'information vendus tendent à nous le faire croire (le salut est dans la science! — Réponse: la science est vendue à l'industrie, parce que sans l'industrie, la science n'est rien, c'est des mots, des chiffres).

Le problème de la pollution va être réglé au-dessus de nos têtes. Tout ce qu'on va demander au peuple, c'est son argent. Car il faut bien se dire que le système actuel est capable de régler matériellement le problème de la pollution, sans que ses bases soient changées, encore moins les "mentalités" (sic) ou (fuck). Dès le départ, quand la question de la pollution a pris de l'ampleur, dans les milieux intéressés on a senti l'importance de l'enjeu. D'où cette publicité bien orchestrée dont nous sommes inondés et qui n'a qu'un but: provoquer une psychose collective, faire peur au monde, endormir le monde, faire payer le monde, fourrer le monde complètement encore une fois.



LES COCKTAILS MOLOTOV ECLATENT

La baloune de St-Jérôme vient de petter pour de bon et il était temps. Cette fausse piste qui a conduit de nombreux mouvements à oeuvrer sur le plan municipal en croyant y trouver le "pouvoir" vient de vivre ses derniers jours. Aimé Thibault, maire et ex-pharmacien, qui s'est construit un petit château de \$75,000 en exploitant les travailleurs avec son commerce, vient d'être totalement démasqué par le Comité d'Action Populaire de l'endroit.

La manifestation du 25 septembre dernier dans les rues de St-Jérôme, aura été le point culminant de cette tactique visant à faire mettre sur la table les "cartes fédéralistes" du "maire des citoyens"! Le compte-rendu de cette manifestation qui, d'ailleurs, a été systématiquement boycotté par les journaux de POWER ou de Radio-Canada comparativement à tout le fratas publicitaire qui avait entouré la prise du pouvoir municipal par l'ami de vendu Marchand, aura été l'occasion pour de nombreux militants jérômiens de se rendre compte du bas opportunisme de Thibault.

COMMENT ON DEVIENT PETIT CHIEN

Le premier faux pas de Thibault fut d'abord d'entrer dans le jeu des vendus Marchand et Bourassa (il y a bien eu Dupond et Dupond!) qui, depuis deux mois, silonnent le Québec, un ciseau à la main pour couper les rubans dorés des inaugurations d'usines. Cette campagne publicisée à la planche par les journaux de POWER veut laisser croire aux Québécois que le chiffre de 100,000 emplois promis par le petit chien fidèle de Trudeau tend à diminuer alors que c'est plutôt l'inverse qui se produit depuis l'été. Qu'on se souvienne les récentes mises-à-pied dans le domaine de l'électronique (Northern Electric, RCA, Marconi, Canadair, United Aircraft) et dans le textile.

Malgré cela, Thibault, pour remonter son rating à la suite de la nomination de ce vieil imbécile qu'est Cadieux, ex-député libéral dans Terrebonne qui vient d'être nommé ambassadeur à Paris, décida de souligner par la présence d'un "commendo" de 15 ministres ou députés fédéralistes tant provinciaux que fédéraux l'inauguration de 15 nouvelles industries dont 6 ne sont même pas construites!

Par cette occasion, Thibault, en bon opportuniste, voulait montrer aussi à la population que c'était LUI qui était allé chercher la zone désignée à Ottawa donc qui avait amélioré le sort des travailleurs jérômiens. Par ce bluff monumental et grotesque, Thibault et ses amis d'Ottawa voulait cacher la dure réalité que cache toujours St-Jérôme: 4,000 chômeurs et 1,800 assistés-sociaux pour une population de 35,000 personnes.

QUAND UN MAIRE SE FAIT CHIEN

Thibault, lors de la dénonciation du journal POUVOIR OUVRIER et de CAP, dira innoemment

QUAND LES VENDUS FETENT



que le chiffre des chômeurs était de 32% en 1967 et que maintenant il a considérablement baissé (22%).

Vint ensuite la décision du CAP de souligner, lui aussi, à sa façon, l'inauguration des usines. Le CAP voulait par une manifestation démontrer que dans la région des Laurentides l'économie mangeait sa claque régulièrement depuis quelques mois. Deux militants allèrent demander un permis de manifester et à la fin de la conversation au bureau de Thibault entendirent un drôle de bruit... celui d'une bobine d'enregistreur... Naturellement, Thibault, en bon chien, avait enregistré toute la conversation et il ne fait pas de doute que ce n'était pas pour conserver des documents historiques! Cependant, Thibault avertit le chef de police de ne pas "fesser" sur les manifestants pour ne pas ternir la réputation de St-Jérôme!

BANQUIERS ET POLITICIENS: MAIN DANS LA MAIN

La grande journée arriva. Le 25, dès le début de

l'après-midi, banquiers, prêteurs-à-gage, organisateurs électoraux, députés, présidents de compagnies, ministres et autres sous-hommes du régime, commencent à inaugurer au pas de course les industries.

Naturellement les discours d'occasion furent plus vicieux les uns que les autres: Marchand, déclara que l'oeuvre qu'il avait entreprise à travers le Canada était plus importante que les récriminations de quelques gueulards (Thibault avait dû lui glisser quelques mots auparavant!). Bourassa, en bon petit chien sans imagination, répéta sensiblement la même chose mais en s'excusant du fait que les usines fermaient peut-être plus souvent qu'il ne s'en ouvrait au Québec et que c'était à cause de la débandade des Etats-Unis!

Thibault, comme tout bon sous-chien, lèche les bottines de ses maîtres et futurs confrères de travail (il se présenterait au fédéral bientôt!), leur fit des courbettes de nègres-blanc puis fit l'hommage aux vertus du fédéralisme. Pour finir, un autre petit nègre local qui avait bien appris son compliment et qui par hasard est un ancien président du Conseil du Travail de St-Jérôme remercia les grands chefs "de lui avoir trouvé de l'emploi à la suite de la fermeture de la Dominion Rubber en 1966". L'unanimité était faite chez les autochtones si ce n'est d'une femme qui en chômage depuis la fermeture la Diva Shoes en mars 70 courut vers Thibault pour lui remettre une lettre où elle demandait une des 100,000 jobs. Les bouncers des fédéralistes l'écartèrent rapidement...

REPOUDRE A LA VIOLENCE PAR LA VIOLENCE

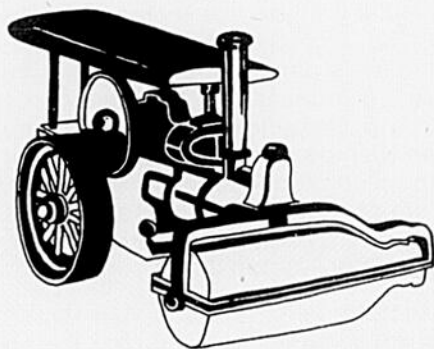
Le soir, dans le centre de la ville, on s'en est donné à coeur joie: la manifestation qui se voulait une réponse à la violence quotidienne du système (chômage, mises-à-pied, assistance-sociale) s'est déroulée comme une soirée de justice populaire. Des cocktails molotov ont fait éclater les vitrines de trois compagnies de finance, de la Banque Royale et Toronto-Dominion, du bureau d'assurance-chômage et d'un anti-syndicaliste notoire. Le tout s'est terminé devant le château de Thibault: les chiens au nombre de 75 foncèrent dans les manifestants et matraquèrent eux aussi à coeur joie.

Pendant ce temps-là, Thibault et la clique fédérale se rinceaient le dalot dans un chic hôtel du Nord de St-Jérôme. Les fédéralistes continuaient de célébrer la fête du cynisme, ils continuaient à célébrer l'exploitation quotidienne. On sait que si ces industries peuvent produire, c'est grâce à nos taxes qui sont largement **données** aux exploiters étrangers pour continuer le cycle infernal des p'tites vies à \$1.50 de l'heure.

La violence des manifestants du 25 septembre n'était pas approuvée par tous les gens de St-Jérôme: bien sûr, mais une chose est certaine, à St-Jérôme, on commence à répondre à la violence par la violence même si ça a pris 4 ans.



la ville la plus chouette



1966 — Shawinigan s'aperçoit que c'est un non-sens que d'avoir pour maire un colonel alors que la plupart des échevins sont des épiciers. Aussi les citoyens décident-ils de rendre leur conseil municipal plus homogène et d'élire comme maire l'épicier en gros de la ville.

Mais une ville, ça na s'administre pas comme une épicerie. C'est alors la valse des incompetents. Tous les pas sont permis, même de se présenter saoul à presque toutes les séances (la plupart de nos épiciers sont licenciés).

Aucun ne possédant de chaîne de magasin, ils administrent la ville comme s'il ne s'agissait que de leur prospère petit commerce. On se donne des ulcères d'estomac pour acheter de nouveaux uniformes pour les pompiers, pour nommer huit nouveaux sergents. On octroie \$6,000 par année pour notre grosse fanfare municipale. Puis pour gagner les élections on se dépêche à la dernière minute de "patcher" les trous dans les rues et de remplacer quelques bouts de trottoir. Et dans un geste de véritable mégalomanie, on rend les artères commerciales "sens unique" pour faire comme dans les grandes villes.

Pendant ce temps, la région de la Mauricie se trouve dans un marasme économique effroyable. Shawinigan de deuxième ville pour le salaire per capita au Québec, il y a 10 ans, est maintenant passée en 40e place. Le chômage touche 8% de la population qui, elle, ne cesse de diminuer d'année en année.

Sans politique d'industrialisation, la ville de Shawinigan non seulement ne voit aucune nouvelle industrie à l'horizon, mais elle assiste à la fermeture graduelle de celles qu'elle possède.

En 1968, la Shawinigan Chemicals investissait pour \$1,000,000 dans une de ses usines et en 1969, cette compagnie ayant été cédée à la Gulf oil, cette usine fermait ses portes. Il ne reste plus aucun ingénieur de cette usine à Shawinigan, tous ayant été transférés dans d'autres centres industriels.

La moyenne d'âge des ouvriers de toutes les usines se situe entre 45-50 ans. Avec 20 ans de service, un employé n'a pas un emploi assuré.

La stagnation atteint un point si écoeurant qu'elle est, à elle seule, près de faire doubler le degré de pollution de la ville...

Il ne se fait rien pour remédier à la situation. Certes on vient de former une commission industrielle qui ne fera rien et qui, soyez-en assurés, disparaîtra après les élections. Le système routier, c'est de la merde. Aucune route d'accès n'est carrossable et une fois dans la ville, c'est une vraie calamité: on ne sait plus où se garer.

Et ce n'est pas tout, pas de plan d'urbanisation. Une de nos principales artères a au moins 3 dimensions. Les industries se situent au coeur même de la ville autour des nombreuses côtes qui brisent la monotonie "du plat pays qui est le mien". Du moins, de même c'est juste, tout le monde a son compte de pollution.

Pis quand tu regardes les logements, t'as envie de dégueuler. On n'a pas de coin spécial pour nos taudis, chaque quartier en a son lot. Et pourtant, on en parle jamais. Notre ville, c'est la plus chouette du monde!

Et maintenant, on est en période électorale. Vous savez pas qui va s'opposer aux épiciers? Un homme de la Power Corporation, Roger Carrier.

C'est lui qui tripote tout le système d'autobus de la région. En face d'eux, il y a la population. Une population totalement dépolitisée qui pourrait dans une bienheureuse indifférence. Une population qui paie un conseil municipal pour qu'il lui crisse la paix. Que peut-on faire?

Les étudiants ont demandé à la C.S.N. de présenter un parti ouvrier pour les élections, mais pour agir, il lui faut de belles grosses structures et il est maintenant trop tard. Alors, les étudiants sont partis seuls et ont décidé d'établir dans le plus grand nombre de quartiers possibles, des comités de citoyens afin de déniaiser le monde pour qu'il arrête de se faire fourrer. Mais, cette semaine, un de mes chums (Pete) a eu un éclair de génie (c'est d'ailleurs un vra p'tit génie). Il a parlé de fonder un parti uniquement formé de chômeurs, parce qu'eux-autres y sont vraiment poignés, et de les présenter aux élections. On est pas sûrs que ça va marcher, mais si on réussit à trouver des gars qui ont les tripes et l'argent nécessaire pour les présenter, on est certain qu'une bonne partie de monde va se réveiller. Pas d'illusions, ils ne seront pas élus mais vous pouvez être assurés que si ça marche, il y a un tas de situations qui vont péter dans la face de nos gros bourgeois du conseil.

Un gars de Shawinigan.



la police c'est comme le chômage: y en aura toujours...



Si on parle encore de la police et des jeunes, c'est que nous avons pu les rencontrer officiellement lors d'une rapide entrevue depuis longtemps demandée. Car pour réussir à parler avec un responsable du Service d'aide à la jeunesse de la police de Montréal, il faut d'abord avoir la permission écrite du directeur de la police de Montréal, l'honorable Marcel St-Aubin. Maintenant qu'on a le O.K., on peut y aller de questions et de commentaires, en sachant bien que la police a pour fonction morale de servir le "public", c'est-à-dire les bourgeois au pouvoir. — (De "service public" qu'elle était à l'origine — au Moyen Age — elle est vite devenue le mercenaire des marchands et des industriels qui dominent la société moderne). — Précisons donc ces malins propos...

Le jeune: un individu spécial

"Comment peut-on demander aux jeunes de respecter les lois s'ils les ignorent". C'est pour répondre à cette question que la police de Montréal décida en 1967 d'adapter son Service d'aide à la jeunesse aux "réalités sociologiques": un jeune, c'est "un individu spécial à informer de façon spéciale". "On a évolué en retard mais on a évolué quand même" déclare un sympathique sergent en civil.

Avant 1967, le travail dudit Service se limitait à l'organisation de loisirs dans les salles paroissiales ou les centres récréatifs. Maintenant le Service est décentralisé: la ville se divise en secteurs (excellente mobilité) et les policiers font "essentiellement" un travail de prévention. Par exemple, il y a des séances d'information à l'année longue dans les classes de la CECM (Commission des écoles catholiques de Montréal), de la maternelle au secondaire: c'est quoi une lumière rouge, comment obéir à un policier en devoir, à qui faut-il rapporter un enfant perdu, etc. travail très louable en soi. "C'est d'abord dans la jeunesse qu'il faut semer le germe des lois", répond-on au Service d'aide.

Après le policier-éducateur dans les écoles, il y a le policier-enquêteur. Celui-ci patrouille, s'occupe plus directement des problèmes psychologiques des jeunes qui flânent la nuit (pourquoi y fait ça, où sont les parents, etc.), qui volent des bicyclettes dans les quartiers de riches, qui dropent de l'acide au Jardin Botanique, etc. Le plus souvent, on réfère la famille à une agence sociale; le gros travail du policier-enquêteur est d'"organiser la responsabilité

globale de la société" c'est-à-dire de coordonner les décisions de tous ceux qui ont une responsabilité précise (juge, psychologue, parent, etc.) face à tel ou tel "jeune en problèmes". Comme on voit, c'est encore un travail réformiste: adapter le jeune à la morale établie.

La CECM plante ses graines

Grâce aux pressions du Service d'aide à la jeunesse, la CECM diffuse maintenant dans le cadre de ses cours de morale, de l'information "scientifique" sur le phénomène des drogues. Les "animateurs" de la CECM ne doivent certainement pas y raconter comment planter ses graines de pot. Il s'agit sans aucun doute de faire des mises en garde sur le plaisir qu'on peut en retirer, comme l'éducation sexuelle quoi! Alors

qu'il faudrait plutôt dire pourquoi les jeunes dropent n'importe quoi n'importe quand. Mais sur ça, la commission Le Dain a des théories...

Les "stools"

Disons quelques mots à propos des "jeunes adultes" qui donnent bénévolement de leur temps pour aider leur "prochain révolté." J'ai parlé à l'un d'eux il y a quelque temps. Un gars naïf, 4 ans de JOC, détective privé pour la compagnie Burns; depuis plusieurs mois il travaille pour les postes à Kiérans sur un "ex-camion de Lapalme" (sa job: protéger les chauffeurs-scabs) mais il aimerait bien que ses boss le permutent à la surveillance d'un grand magasin. Et en plus, il a le temps d'aller faire son petit tour au Service de la police, histoire d'encourager dans le droit chemin les copains qui récidivent.

Un autre exemple: le plus jeune policier en devoir (20 ans) est aussi pusher. Heureux travail qui exige surtout de grandes oreilles mais une petite langue. Mais ici, à la différence, rien de mieux qu'une grande langue pour infiltrer les réseaux de pushers.

L'art souriant des relations publiques

Quoi retenir d'une entrevue comme celle-ci?

Les policiers vous diront toujours ce qu'ils voudront bien vous dire ("un délit c'est sociologique") mais ils ne pousseront jamais plus loin l'analyse.

Selon eux, il faut d'abord s'occuper des individus "problème après problème" (la société c'est pas notre job).

La politique semble-t-il ça regarde seulement l'escouade anti-émeute.

Si les élèves d'une école secondaire occupent leur bâtisse administrative, les policiers appelés iront dialoguer avec eux.

Selon l'émission télévisée Quelle Famille du 27 septembre dernier, tous les policiers rêvent d'être à moto ou à cheval...

Les hebdomadaires de quartier à Montréal publient souvent en première page le numéro de téléphone du bureau d'aide à la jeunesse "le plus près de chez vous".

Parents, sachez éduquer vos enfants, ne les laissez point entre les mains de n'importe qui, fût-il en uniforme ou à cheval... Mais si vous cherchez une bonne âme pour faire comprendre le bon sens à votre chialeur de fils, appelez quand même au Service d'aide à la jeunesse de la police de Mtl: 872-5653.

la lutte pour le pouvoir municipal

UN EPOUVANTAIL A ABATTRE



L'AVENTURE DU FRAP



POUR MIEUX COMPRENDRE LE FRAP

Pour mieux situer l'avènement d'une formation politique comme le FRAP à Montréal, le QL voudrait rapidement montrer de quelle façon au cours des dernières années, tant les animateurs des Travailleurs Etudiants Québécois, que du Conseil des Oeuvres et des centrales syndicales ont contribué à créer ce sentiment de la nécessité de prendre le pouvoir municipal à Montréal.

La petite histoire de l'animation sociale au Québec commença aux alentours de 1963, comme les premières cellules du FLQ. Guy Beaugrand-Champagne fut l'un des premiers penseurs qui ont travaillé à établir les règles techniques de l'animation naissante. C'est à ce moment, en 1964 que l'Action sociale étudiante se développa par des projets d'été dans des zones de rénovation urbaine. Trois années de file, les étudiants se rendirent sur le terrain de la troisième solitude. Cette nouvelle orientation de l'approche politique des problèmes socio-économiques ne fut pas sans influencer la pensée politique des syndicats en particulier la CSN.

LES PREMIERS PAS DES SYNDICATS DANS "L'ACTION POLITIQUE."

Les reproches à peine cachés de la population contre les syndicats qui ne faisaient pas tellement d'efforts pour tout au moins organiser les 75% de travailleurs non syndiqués eurent pour effet de faire resituer aux syndicats leur rôle dans la société québécoise.

La première de ses actions visant à éclairer ce qu'était la problématique des québécois non syndiqués fut la publication par le Conseil du Travail de Montréal (FTQ) en 1965 d'une recherche très importante sur les problèmes du logement, de l'éducation, de la santé à Montréal, le tout introduit par une citation de Paul VI. Après avoir établi que les gens sans instruction étaient ceux-là qui se faisaient le plus exploiter par le système, on concluait inconsciemment et naïvement que "les corps intermédiaires et les gouvernements doivent s'épauler dans la lutte entreprise pour vaincre définitivement la pauvreté

et que cette lutte entreprise pour vaincre définitivement la pauvreté et que cette lutte ne saurait cesser aussi longtemps que n'aura pas été abolie la triste existence des pauvres... la 3ème solitude". ("La 3ème solitude", page 79)

En fin de compte, une belle étude sur papier de luxe qui avait permis à un sociologue de "pogner" un bon contrat et aux "executives" du Conseil du Travail de Montréal de faire signer leur nom à l'intérieur de la page-couverture et d'avoir la conscience au chaud jusqu'aux fêtes.

C'ETAIT QUAND MEME LE DEBUT

Ce texte eut quand même une importance assez vitale; il avait pu être utilisé par des animateurs et des apprentis-animateurs pour se rendre compte des disparités et inégalités existantes dans la région métropolitaine.

Malheureusement, cette étude ne fut pas accompagnée des instruments pouvant permettre aux gens du Sud-Ouest entre autres de prendre conscience de l'exploitation dont ils étaient les victimes choisies: pas d'informations subséquentes, pas d'argent, pas de disponibilités techniques.

Plus tard, en 1968, la CSN, par l'entreprise de son libéral président, entrepris de repenser le problème du rôle des syndiqués face aux non organisés de façon plus systématique. Dans son texte d'inauguration du congrès de la CSN en octobre 1968, Pépin raconte que le chômage atteint un taux énorme, que les compagnies de finance sur-exploitent les salariés, que le problème du logement devient effarant, que les élections sont truquées et l'information contrôlée et que face à tous ces problèmes, il faut que les militants syndicaux s'occupent de leurs affaires, c'est-à-dire qu'ils militent dans les caisses populaires, qu'ils multiplient les caisses d'économie, qu'ils établissent des comptoirs de consommation, qu'ils organisent des groupes de citoyens, de locataires etc...

Dans son texte "Positions", toujours en

1968, Pépin reprend pratiquement les mêmes éléments en insistant particulièrement sur le fait qu'il faille construire le pouvoir populaire sans toutefois nous expliquer quels instruments la CSN est prête à fournir dans la création des comités d'action politique non partisane.

ET CHARTRAND S'AMENA

A ce moment-là, le Québec vivait les occupations de CEGEP et d'universités; c'était l'occasion pour les militants étudiants de commencer à parler aux comités de citoyens de l'époque, à communiquer avec les leaders syndicaux, à devenir eux-mêmes des "animateurs" suite aux interventions constantes de gars de la Compagnie des Jeunes Canadiens.

L'accession de Michel Chartrand à la présidence du Conseil Central de Montréal eut pour effet qu'on pu entendre parler un peu plus pratiquement, bien que timidement, de la création technique de ce 2ème front. L'esprit de militantisme fut plus constant et on voulait arrêter de parler d'action politique pour savoir ce que ça avait l'air cette bibitte-là. L'engagement de Pierre Jauvin comme permanent à l'association des locataires de Montréal et la participation des militants syndicaux aux manifestations de 1969 (McGill, Opération Anti-Congrès, Bill 63, Opération Alarme, etc.) marquèrent plus particulièrement l'engagement de certains syndiqués à l'action politique.

UN PREMIER FRONT COMMUN

Déjà durant l'été 1969, on commençait à préparer les colloques inter-syndicaux qui eurent lieu dans les mois suivant le début de 1970 dans 15 régions différentes. Dans ce document soumis aux officiers de la CEQ, de la CSN, de la FTQ, de l'UCC et du Conseil de la Coopération du Québec, on proposait de réunir les militants de toutes les régions pour leur faire analyser la condition du salarié québécois et d'assurer la participation du salariat dans les centres de décisions politiques et économiques.

Dans le dernier chapitre du document "Colloques régionaux 70-CEQ-FTQ-CSN", on propose comme solution aux administrations crapuleuses, aux spéculateurs croches et au gaspillage éhonté de certains conseils municipaux le regroupement des salariés autour d'un objectif: la prise du pouvoir municipal par les comités d'action politique. C'était faire suite à "l'expérience" de Baie-Comeau et de Haute-Rive où en novembre 1969, des comités d'action politique bien peu structurés et encore moins "politiques" avaient pris le "pouvoir municipal".

On comprend très mal comment il se fait qu'après avoir analysé dans ce document très fouillé toutes les conséquences de la main-mise des exploiters capitalistes sur le Québec, on ait le front d'ignorer comme conséquence logique la lutte de libération du Québec pour proposer à la place la mobilisation des travailleurs sur un cul-de-sac qu'est la lutte municipale à court terme.

COMMENT ON DEPLACE LES PROBLEMES

On pourra toujours dire, et les permanents syndicaux se fendent en quatre pour nous en convaincre, que la mobilisation du salariat sur le plan municipal permettrait un engagement plus quotidien, plus près de la réalité, que ça permet aussi d'identifier les détenteurs du pouvoir local, mais on sait aussi pertinemment et cela à partir de l'exemple du Parti Québécois en avril dernier qu'une fois les élections terminées, tout le monde sacre son camp parce qu'ils n'ont pas compris la dimension non-électorale de la lutte.

Le FRAP qui a décidé de créer une mobilisation à partir des élections n'a pas su profiter de l'expérience, l'échec devrions-nous dire, d'une mobilisation à court terme.

Nous verrons plus loin à partir de quels éléments pratiques le FRAP a décidé de se lancer sur la scène municipale.



LE FRAP EN ACTION

Le FRAP réunit un noyau assez important de leaders, de gens actifs de toutes sortes, qui y trouvent un débouché politique longtemps espéré. Avec ce groupe de permanents à sa tête, le mouvement constitue une force potentielle imposante. Mais l'existence de ce noyau solide peut autant être nuisible qu'utile au FRAP, dans la mesure où elle peut amener ses dirigeants à esquiver la tâche essentielle avec laquelle ils sont confrontés: l'implantation du mouvement dans la population et la mobilisation de militants. Il faut voir quels moyens le FRAP a utilisés pour faire ce travail d'implantation et de mobilisation pour apprécier l'action qu'il a menée jusqu'ici.

DES DEBUTS AMBIGUS

Au printemps 70, la première grande action lancée par le mouvement fut la confrontation avec les conseillers de quartier. Cette action était un véritable test pour le mouvement. Elle allait permettre de mobiliser la population, mais aussi d'évaluer sa propre force. A ce moment-là, on se disait au FRAP: l'élection n'est pas nécessairement l'objectif poursuivi par le mouvement, on verra par le test de la confrontation avec les conseillers si nous sommes effectivement assez forts pour nous lancer dans l'élection.

Il faut avouer que l'expérience ne fut pas un grand succès. D'abord, parce que, les conseillers se désistant, il n'y eut pas de confrontation. Ensuite, les assistances ne furent pas très nombreuses, ou du moins peu fructueuses en termes de mobilisation, si l'on tient compte qu'à chaque réunion l'on retrouvait le même groupe de permanents, que les salariés étaient peu nombreux,

que ceux qui étaient présents étaient le plus souvent des déjà-convertis (c'est-à-dire le résultat d'un travail d'animation antérieur au FRAP). Allait-on après une telle expérience s'engager dans l'élection? Après tout, c'était cette question qui préoccupait tout le monde, et il faut dire que depuis le tout début, la perspective de l'élection exerçait un attrait secret mais puissant sur les militants. Officiellement, la décision devait être prise au Congrès qui eut lieu au mois d'août. Mais entre-temps, dès mai et juin, le FRAP se lança dans une campagne pour l'obtention du vote universel à 18 ans et la réforme de la carte électorale. Il faut dire que lors de cette campagne, le FRAP (qui insiste pour dire qu'il n'est pas un parti mais un mouvement) utilisera bel et bien des méthodes d'action de parti politique, non celles d'un mouvement populaire. C'est-à-dire qu'il ne mobilisa pas ses troupes autour de cette question, qu'il n'organisa pas de manifestations populaires, mais se contenta d'emprunter les voies officielles et légales (conférences de presse, pétitions auprès des gouvernements, etc).

LA TENTATION DE L'ELECTION

Puis vint l'été, qui n'apporta pas de sang neuf dans le mouvement. Aux colloques intersyndicaux FTQ-CSN-CEQ on avait ramassé des listes de noms longues comme ça de gens qui désiraient travailler au FRAP. Mais durant l'été, bien peu de tous ces signataires vinrent travailler. Et l'été étant de toutes façons une période tranquille pour "la politique", la tâche primordiale devint rapidement l'organisation du congrès pour la fin août et l'organi-

sation en vitesse des CAP. Le travail de mobilisation était encore une fois mis en veilleuse. Surtout que progressivement, l'élection est apparue aux dirigeants du FRAP comme un bon moyen pour s'implanter dans la population, politiser les gens et aussi amener (presque forcer) les CAP à s'organiser. Quand le Congrès arriva, il ne faisait plus de doute que le FRAP s'engageait à fond dans l'élection. Les jeux étaient faits. Et avant même que le Congrès se prononce à son sujet, le "projet" (sic) de programme électoral était présenté aux journalistes, tout beau, tout chaud, sur de beaux tableaux, prêt à être offert à la population montréalaise. La campagne électorale commença très tôt au FRAP.

Il faut maintenant se demander: quelle est la force du FRAP à la veille des élections? Quelques CAP sont assez forts ou réputés tels, comme Saint-Jacques, Maisonneuve, Sainte-Anne, Saint-Louis. Mais là encore, c'est le noyau de militants permanents qui leur confère cette force, pas les salariés mobilisés. Plusieurs autres CAP toutefois sont franchement très faibles, comme Villieray, Saint-Michel, Papineau, Ahuntsic. Bien sûr, il y a des endroits où l'élection a produit un gros boom. Mais ça n'empêche pas que le FRAP s'est engagé dans l'élection sans pouvoir compter sur une base populaire solide, en comptant plutôt sur l'élection pour lui insuffler une force nouvelle et lui permettre de s'implanter dans la population.

LES DANGERS DE L'ELECTION

Comme prévu, l'élection crée une grande animation dans le mouvement.

Les militants affluent et bourdonnent d'activité. Tout le monde court, s'énerve. Ça bouge ben gros. Mais il faut voir ce qu'une élection implique comme type d'action et ce, à trois niveaux où le FRAP espère qu'elle portera fruit:

1 - On veut sensibiliser et politiser la population

Sur ce plan, il faut examiner le programme du FRAP. Ce programme est un "vrai de vrai" programme électoral, c'est-à-dire qu'il présente à la population une série de solutions à court terme pour des problèmes immédiats qui la touchent de près. Mais un tel programme n'a de sens aussi que dans la perspective d'une prise du pouvoir dans l'immédiat. Les dirigeants du FRAP diront souvent que pour eux, l'élection n'est pas un but en soi. On comprend mal alors qu'ils se servent d'un tel programme pour sensibiliser et politiser la population. Ce programme présente divers problèmes (logement, loisirs, santé, transport) comme des entités isolées. Il n'offre aucune perspective globale sur le système qui sous-tend ces problèmes parcellaires et sur la lutte à long terme qui soit être menée contre lui. Il perpétue ainsi l'illusion typiquement "électorale" que certains problèmes peuvent être réglés à l'intérieur du cadre politique et économique actuel. Bien sûr, les dirigeants du FRAP ont d'autres idées derrière la tête (voilà pourquoi on osera de temps à autre employer le mot "capitalisme"). Mais la population elle, les idées derrière la tête, elle ne peut pas les voir, encore moins les deviner. Un tel mode d'approche ne mène à rien sinon à brouiller les cartes et à maintenir la population dans l'illusion.



II - On veut mobiliser des militants.

L'élection crée une activité assez factive et surtout éphémère. Elle crée un besoin immédiat de "main d'oeuvre", souvent pour des travaux plates, emmerdants, de jobs d'élection quoi! Des jobs qui, pour ceux qui les font, n'ont de sens que dans les résultats immédiats de l'élection, dans le nombre de votes accumulés. Après l'élection, cette main d'oeuvre, fatiguée (parfois désabusée) disparaîtra en grande partie. Le P.Q. a déjà fait l'expérience.

III - On veut structurer le mouvement et en particulier amener les CAP à s'organiser.

On peut dire de ces structures ce que nous venons de dire à propos de la main d'oeuvre électorale: elles sont éphémères parce que liées à un besoin passerager. On pourrait dire le contraire si ces structures avaient existé solidement avant l'élection. Par exemple, avant l'élection il n'existait pas de réseau d'information et de propagande structuré au FRAP. L'élection a amené ipso facto la formation d'un comité de publicité dont la tâche la plus importante consiste semble-t-il à alimenter les media officiels et à organiser un cocktail pour le lancement du manifeste du FRAP. Une des grandes carences au FRAP, c'est justement l'absence de vraie propagande directe et populaire.

Le problème essentiel que pose l'action du FRAP, c'est l'utilisation de l'élection comme moyen d'action, alors que l'élection ne peut pas être le lieu d'une lutte efficace. Or jusqu'ici, l'élection constitue vraiment l'élément de mobilisation majeur utilisé par le FRAP. Ce qui fait qu'au lendemain des élections (peu importe les résultats) le FRAP se retrouve devant la seule tâche qui importe et à laquelle il ne s'est pas encore attelé: s'implanter dans la population et mobiliser des militants de façon permanente.

LE PROGRAMME DU FRAP

LOGEMENT

Dans Montréal, la majorité est locataire (3 montréalais sur quatre, alors qu'à Toronto, il n'y en a qu'un sur trois.)

Mais c'est une majorité sans protection (nous avons le bail que nous imposent les propriétaires).

Une majorité qui paie très cher son loyer (près de 25% de son revenu: ce qui est un des taux les plus élevés, si on le compare aux grandes villes du Canada, des Etats-Unis et de l'Europe.

L'ADMINISTRATION ACTUELLE: UN GROS ZERO POUR LE LOGEMENT

0.4% du budget de la ville (1969-1970)

2,000 logements démolis chaque année.

Mais seulement 2,238 logements à prix modique mis en chantier ou terminés en 10 ans.

Alors qu'il en faudrait, au minimum, 10,000 par année d'après le service d'urbanisme de la Ville de Montréal.

FACE A CETTE SITUATION
LE FRAP PROPOSE AUX MONTREALAIS: URGENCE LOGEMENT

10,000 logements publics par année

Rénovation complète des vieux quartiers.

Faire en sorte que les citoyens participent à la rénovation de leur quartier et administrent l'ensemble des maisons qui y sont construites.

Faire disparaître la spéculation foncière qui fait monter le coût de nos loyers par la municipalisation du sol.

Défendre les droits des locataires par:

bail type des locataires qui les protégeraient vis-à-vis leurs propriétaires.

contrôle de tous les loyers grâce à une régie renouvelée.

en permettant aux locataires d'une même propriétaire de négocier des conventions collectives et de faire la grève des loyers si nécessaire.

SANTE

A Montréal, la population se soigne quand elle peut et où elle peut.

Les quartiers du bas de la ville comptent sept fois moins de médecins qu'ils devraient en avoir.

Des secteurs complets sont privés de soins psychiatriques.

Conséquence: l'état de santé des familles des salariés montréalais est lamentable: mortalité infantile, rendements scolaires, accidents de travail, etc.

L'ADMINISTRATION ACTUELLE UN GROS ZERO POUR LA SANTE

A Montréal, on attache plus d'importance à Terre des Hommes et aux jeux olympiques qu'à la santé des citoyens.

Sur \$280 millions de budget par année, moins de 3% est consacré à la santé des Montréalais.

Résultat: 10% de nos enfants seulement peuvent passer un examen médical complet dans les écoles de Montréal.

FACE A CETTE SITUATION
LE FRAP PROPOSE AUX MONTREALAIS: URGENCE SANTE

La création de cliniques populaires de quartiers en commençant par les quartiers qui en ont le plus besoin; ces cliniques seraient dotées d'un service d'hygiène alimentaire, d'un service de planning familial et de soins à domicile.

Ces cliniques seraient administrées par les citoyens du Quartier en collaboration avec le personnel de la clinique.

Pollution: épuration des eaux aux abords de Montréal. Exiger, sous peine de sanctions, que les entreprises éliminent leurs déchets industriels sans mettre en danger la santé publique.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

AVEC L'ADMINISTRATION ACTUELLE:

On improvise: personne ne sait où on s'en va, quel avenir nous réserve l'administration actuelle et où sont ses priorités. On voudrait nous faire croire que le développement économique et social d'une ville aussi importante que Montréal repose sur des projets qui, tout en étant spectaculaires, sont temporaires: Expo 67 et les Jeux Olympiques.

Et pourtant, il y a 25 ans l'administration de la ville de New-York avait les mêmes politiques de prestige que l'actuelle administration de la Ville de Montréal. Aujourd'hui, New-York est un monstre inhabitable où 400 habitants sont hospitalisés chaque jour à cause de la pollution, du bruit, du stress.

De plus, Montréal accuse un retard économique considérable sur Toronto, selon les conclusions d'un rapport gouvernemental (rapport Higgins).

On laisse faire l'entreprise privée à sa guise: le gâchis qu'est en train de causer Concordia Estate dans le district St-Louis est un exemple probant.

On ne tient pas la population au courant: on lance des campagnes de publicité bien orchestrée sur de grands projets sans nous dire ce que nous aurons à payer pour ça et quel sort nous attend. On cache l'information.

On prend encore moins l'avis de ceux qui sont concernés: exemple: les citoyens de la petite Bourgogne qui n'ont rien eu à dire dans la transformation de leur quartier.

On n'a pas de politique sociale vigoureuse à long terme: l'administration actuelle improvise, n'est capable d'aucune planification et ne tient pas compte des besoins urgents des salariés \$8 millions sont consacrés à la santé et au logement, en 1970, sur un budget de 280 millions de dollars.

FACE A CETTE SITUATION INQUIETANTE
LE FRAP PROPOSE AUX MONTREALAIS

Un plan de développement de la ville qui nous sortirait de l'anarchie dans laquelle nous plonge les entreprises privées laissées à leurs profits.

Une véritable démocratie politique où les salariés prendraient leur place et instaureaient à l'hôtel de ville une politique d'information, de consultation, de décentralisation des décisions au niveau des quartiers par la mise sur pied de centre communautaires où se retrouveraient les services nécessaires à la population (garderie d'enfant, clinique de santé, bureaux de consultation judiciaire, service d'information municipale...)

Une refonte des structures administratives: création d'un Office du Plan avec des comités locaux de planification dans chaque quartier composés de citoyens assistés de fonctionnaires spécialisés.

Un réaménagement des priorités, donc une nouvelle répartition des budgets en fonction des besoins urgents des salariés dans le domaine du logement, de la santé, des transports, des loisirs, de la culture populaire.

Note: Le FRAP préconise aussi que les femmes aient les mêmes possibilités que les hommes concernant leur salaire et leur avancement. Que la ville prenne des mesures appropriées pour favoriser cette égalité.

Que le droit de grève soit accordé aux policiers.

TRANSPORT

A Montréal, la situation du transport se détériore: La CTM a augmenté ses tarifs de 66% depuis 2 ans et de 500% depuis 10 ans.

La circulation automobile est de plus en plus dense: le centre-ville est congestionné et il est impossible d'y stationner gratuitement.

L'anarchie la plus complète règne dans l'industrie du taxi. Les chauffeurs sont exploités; ils gagnent \$0.93 de l'heure et font 75 heures par semaine.

Le métro et les autobus sont un service public dont le coût ne repose que sur les seuls usagers.

FACE A CETTE SITUATION INQUIETANTE
LE FRAP PROPOSE AUX MONTREALAIS

Que la ville accorde priorité au transport en commun sur la circulation automobile: un mille de métro coûte le même prix qu'un mille d'autoroute urbaine, mais transporte cinq fois plus de personnes tout en réduisant le trafic au centre-ville.

Qu'elle vise à long terme la gratuité des transports en commun. Un urbaniste américain, qui a souvent travaillé pour la ville de Montréal, M. Blumenfield, affirme que c'est réalisable. En effet les grands magasins et les bureaux du centre-ville, qui profitent autant du métro que les usagers, devraient défrayer une partie du coût.

En attendant, il faut geler les prix des billets et accorder un tarif réduit à certains groupes: en particulier, les étudiants, les assistés sociaux et les personnes âgées.

Une régie du taxi, avec une centrale de radio unifiée, donc la disparition des flottes qui causent l'anarchie actuelle et l'exploitation des chauffeurs.

LOISIR ET CULTURE

AVEC L'ADMINISTRATION ACTUELLE

Plus de 40% des Montréalais n'ont pu encore se payer le luxe de mettre les pieds une seule fois à l'Expo 67 et à Terre des Hommes.

Des quartiers complets sont privés de terrains de jeu et de parcs.

Rien n'est prévu en fonction d'une culture populaire dans nos quartiers mais des millions sont dépensés pour l'art officiel et des éléphants blancs comme la Place des Arts (et peut-être un opéra) où nous n'avons pas les moyens de mettre les pieds.

FACE A CETTE SITUATION
LE FRAP PROPOSE AUX MONTREALAIS

La création d'un véritable service de loisir relié à des conseils de quartier dirigés par des citoyens du quartier.

Terre des hommes, permanent et en fonction des besoins des salariés et des jeunes par la création d'une université populaire gratuite, un centre de jeunesse.

Le Français comme langue de travail dans les entreprises à Montréal sous peine de sanctions.



LES OFFENSIVES D'HIVER

En ce qui concerne son avenir post-électoral, le FRAP prévoit ce qu'il appelle des "offensives d'hiver". Il y en a quatre au programme: sur les problèmes du travail, de la consommation, de la restructuration scolaire et du logement. Ce projet est toutefois extrêmement décevant, parce qu'il est peu défini et ne s'intègre pas dans une stratégie globale. Certaines offensives ressemblent presque à des vœux pieux. On a l'impression de lire par exemple les propositions sur l'offensive-travail qu'on veut tout simplement se donner bonne conscience en mettant un petit brin de socialisme dans l'affaire: "Le FRAP, de l'avis de ses membres, a décidé: de prendre position face au problème du travail, sur la façon dont le marché du travail opère, sur les modes de gestion qui remettront en cause le fonctionnement actuel de l'entreprise privée. 2 - de travailler conjointement avec les militants syndicaux et leurs syndicats à implanter des comités d'action politique dans les entreprises (usines et bureaux) partout où il sera possible de le faire."

Entre l'objectif fixé (remettre en cause le fonctionnement de l'entreprise privée) et le moyen préconisé, on a beau chercher, on ne voit pas tellement le rapport. L'offensive contre les caisses populaires elle est carrément réformiste et participe de l'idéologie du "prenons nos affaires en main". Au lieu de travailler à faire éclater les contradictions du système, on continue à faire croire qu'il est possible de prendre un pouvoir réel dans la situation actuelle. Au FRAP, on prétend que l'élection de conseillers n'est pas un but en soi, pourtant sur la question du logement, la seule offensive explicitement proposée est la lutte à l'intérieur du Conseil municipal. Sur le plan des offensives d'hiver, on constate donc une incohérence et une absence d'orientation idéologique totales.



LES OBJECTIFS POLITIQUES SONT ENCORE A DEFINIR

Apartir de ces constatations, posons quelques hypothèses: advenant le 25 novembre prochain une prise du pouvoir par le FRAP. Ceci ne peut certainement pas se produire dans la conjoncture actuelle à Montréal, mais c'est quand même l'enjeu d'une élection. D'ailleurs, même si les leaders actuels du FRAP n'envisagent pas pratiquement cette situation, ils ont quand même présenté un programme politique de réalisations immédiates, signifiant par là qu'ils envisagent une prise du pouvoir municipal d'ici quelques années. Supposons donc pour être plus large, que le FRAP prend le pouvoir d'ici quelques années. Supposons aussi pour rendre leur tâche plus facile, que le P.Q. est au pouvoir à ce moment-là. Comment, en étant réaliste (puisque cela semble être un des soucis majeurs du FRAP), peut-on espérer réaliser les mesures de base proposées? Un exemple très simple, qui revient dans à peu près tous les discours au FRAP: la municipalisation du sol. On désire par cette mesure faire disparaître la spéculation. Or comment prévoit-on, à l'intérieur du système économique actuel, s'emparer du sol? Il est tout à fait inimaginable que les propriétaires des grandes artères de Montréal, dont les intérêts sont loin de coïncider avec ceux de la majorité, acceptent de vendre à bon compte leurs terrains à la ville. Ils exigeront le gros prix. Qui paiera? On peut le deviner. Quant à s'emparer de certains terrains simplement par une loi dans ce sens, qui l'appliquera cette loi? Le Conseil Muni-

cipal à cette situation, ne va tout de même pas diriger ses forces policières contre la BCN ou la BOURSE pour les obliger à céder leurs terrains. Quant à Québec, puisque c'est de lui que dépendrait une telle législation, le P.Q. aura beau être un parti progressiste (...), il ne sera certainement pas en position d'imposer quoi que ce soit à l'entreprise privée: sa vie en dépendrait.

DES CADEAUX POUR DRAPEAU

En somme, on constate que le FRAP ne peut en fait qu'avancer des solutions en vue d'une "administration plus saine à Montréal", tout à fait dans la ligne du néo-libéralisme, car proposer des solutions plus radicales serait un suicide à l'intérieur du système actuel. Certes, on ne peut pas se permettre actuellement au Québec de refuser de la part de nos gouvernements des améliorations sociales dans le secteur du logement, de la santé, etc. Mais ce n'est certainement pas suffisant, et les dirigeants du FRAP seront les premiers à l'avouer. Mais dans ces circonstances, pourquoi alors parler "d'excéder le pouvoir" actuellement ou d'ici quelques années et de plus, par les voix de l'électoratisme légal? Pourquoi, d'autre part, ne pas axer immédiatement les énergies vers la formation de militants, au lieu de faire des "colleux de timbres" et lancer l'action sur d'autres fronts, avec des bases idéologiques claires? Pourquoi éviter la question de la libération Nationale, puisque de toute façon, sans cette lutte, le FRAP n'a pas sa raison d'être? Il ne faut pas s'en

faire: en '60, Lesage a présenté la réforme de l'éducation; en '70, Bourassa présente l'assurance-santé; puis ce sera le logement. Les cliniques populaires? Le rapport Castonguay les propose, et elles seront réalisées. Tout ceci fait partie du jeu de la société libérale. Le FRAP perd son temps à s'embarquer là-dedans.

Ce qui devrait différencier véritablement un mouvement comme le FRAP des anciens partis politiques, c'est cet enracinement véritable dans la population, enracinement opéré par le travail de militants vraiment conscients et armés d'une idéologie claire, non de propositions à court terme. C'est faux de croire que des propositions à court terme, c'est plus efficace et ça fait moins peur à la population. D'abord, parce que ce genre de propositions, les centaines de fonctionnaires progressistes du gouvernement actuel les récupèrent rapidement et vont même plus loin, surtout du fait qu'ils en ont les moyens eux! Qu'on regarde les cadeaux de Drapeau: un ruban rose autour de l'EXPO, un ruban bleu autour du métro, un ruban rouge autour du logement, et ainsi de suite. Le FRAP aura beau dire que Drapeau lui a "fauché l'herbe sous le pied", cette récupération est quand même significative.

Sur un point, le FRAP rompt les ponts avec Drapeau: la question de la participation et de la démocratisation qui apparaît d'ailleurs comme le seul point sur lequel il y ait un consensus idéologique au FRAP. Mais on sait

à quel cul-de-sac peut mener l'idéologie de la participation. C'est beau de vouloir donner une voix aux salariés, mais cela n'implique pas qu'on leur donne des pouvoirs, c'est-à-dire les pouvoirs qui leur permettront de mettre enfin à leur condition de salariés exploités.

"VOUS ETES FATIGANTS AVEC VOS THEORIES"

Cette phrase on nous la servira certainement. On ajoutera même: "Pourquoi attachez-vous tant d'importance au fait que le FRAP fasse des élections puisque le gros de son travail est prévu en dehors du jeu électoral."

Et bien sauf pour quelques CAP, c'est justement l'inverse, c'est l'élection d'abord, on verra ensuite pour le reste. Il ne faut pas jouer au gars sadique et à la vieille gauche en dénonçant tout le travail accompli encore une fois par une minorité de gars conscients, mais au contraire, tenter d'éclaircir des situations et réorienter l'action, si l'on constate qu'il doit en être ainsi. Or, pour nous, c'est un peu la situation actuelle.

Il est certain qu'entre Drapeau et le FRAP, il n'y a même pas de choix à faire, Drapeau puise actuellement ses propres projets au FRAP. Mais puisque l'on a réussi pour la première fois à Montréal à opérer un regroupement de comités de citoyens, pourquoi ne pas pousser davantage le travail dans

PERSPECTIVES DE LUTTE

le sens d'une précision des véritables objectifs, de la formation des militants, etc. plutôt que de créer une force factice et une union temporaire autour des thèmes qui ne peuvent, à plus ou moins long terme, que créer encore une fois des scissions stériles à l'intérieur du mouvement. Est-il vraiment nécessaire de regrouper tant de tendances à l'intérieur d'un même mouvement, passant du marxiste-léniniste, à d'anciens chums de Drapeau? La réponse est OUI si l'on parle en fonction d'élections, de quantités de votes, etc. Mais la réponse est catégoriquement NON si l'on pense à plus long terme et dans la perspective simple, mais difficile de la libération du peuple québécois.

L'IMPORTANCE DU FRAP FACE AU RESTE DE LA PROVINCE

Dans le livre qu'il a publié récemment, on peut y lire, en page 17: "De la lutte menée à Montréal par les travailleurs salariés dépend en grande partie l'avenir de la collectivité québécoise". Ceci est probablement certain, quoiqu'il soit établi que les luttes ouvrières les plus importantes menées au Québec depuis 15 ans, ont presque toutes eu lieu en province. Mais le leadership de Montréal, souvent effectif parce que mystifié, est quand même réel. Or, dans cette situation, n'est-il pas dangereux de fausser dès le début d'un mouvement de cette importance les données théoriques et pratiques de base? Pourquoi vouloir répéter des expériences aussi décevantes que les

supposés pouvoirs populaires à Saint-Jérôme, Baie-Comeau, Haute-Rive. La place de Montréal dans l'éventail des municipalités du Québec est privilégiée, c'est certain; le nombre d'habitants, l'importance économique et politique, tout y est. Mais puisqu'à un moment ou l'autre, le FRAP a l'intention de développer des mouvements similaires ailleurs, pourquoi faire briller une lueur d'espoir de libération dans le secteur des municipalités. Pour Louis Favreau, permanent au FRAP, il s'agirait de créer des fronts d'action politique dans cinq ou six grands centres du Québec. Il va de soi que cette entreprise est emballante, mais en autant que l'on éclaircira davantage les véritables motifs de la lutte et si l'on en vient aux conclusions présentées dans le manifeste, soit de contrecarrer l'emprise de la propriété privée des moyens de production, et bien que l'on clarifie la situation qui fait qu'actuellement le FRAP, comme le deuxième front de la CSN, d'ailleurs, ne s'attaque pas du tout à l'entreprise privée comme telle, mais bien à la consommation et à ses variantes... On aura beau exiger la construction ou faire construire soi-même 10,000 nouveaux logements à Montréal, cela ne fera que remplir les poches des entreprises en construction et ne changera strictement rien à la situation du travailleur. Ces points-là, il est important qu'on les clarifie et que l'on pose les vrais problèmes si l'on veut établir les fondements révolutionnaires à travers la province.

Le type de mobilisation que le FRAP propose, c'est-à-dire à partir des élections, ne fait pas comprendre à la population la dimension non électorale de la lutte à entreprendre au Québec. L'exemple de mobilisation fourni par le Comité Ouvrier de St-Henri donne la preuve qu'il est possible de s'établir sur des bases solides en évitant de donner de fausses perspectives aux travailleurs.

L'électoratisme tel que pratiqué au Québec fait toujours ressortir des vedettes, des gars à photos ce qui ne permet pas le développement d'une pensée critique de la part des militants. On "boit" toujours les paroles des "cheufs".

Les limites du pouvoir municipal (transport, santé, logement etc.) ne peuvent permettre aux militants d'accéder à un réel pouvoir populaire. On donne une voix aux salariés mais on oublie de leur donner le pouvoir.

Les programmes électoraux des partis tels que le FRAP ou le PQ finissent toujours par être récupérés et avalés par les partis de tendance bourgeoise (UN, PLQ, Parti Civique). C'est pour cette raison que les partis qui se présentent sous des allures progressistes se font toujours dire: "Vous êtes pas mieux que les autres". Et ne parviennent pas à satisfaire les besoins fondamentaux des travailleurs.

Le bag municipal que le FRAP veut booster dans les villes périphériques de Montréal (se révèle comme une maladie infantile d'une certaine gauche qui s'est formée autour des animateurs sociaux montréalais. Quand bien même

les CAP formaient la majorité dans les conseils municipaux des villes du Québec, le développement économique des régions sera toujours assuré par les gros boss du Québec qui ont leurs bureaux comme par hasard dans des villes comme New-York, ou Chicago.

Il ne faut pas prendre le monde pour des caves; leur faire coller des timbres et des enveloppes ou bien leur faire vérifier des listes électorales quand on sait que le jeu électoral est truqué à l'avance (dans le district de Saraguay, un conseiller représente 262 électeurs...). C'est la meilleurs façon d'écoeurer des militants et de les brûler.

La nécessité de la création d'une organisation dont "l'attrait" n'est pas le bag municipal s'impose au Québec. Il faut arrêter de cacher des intentions révolutionnaires dans des programmes potitiques; le monde serait peut-être intéressé à savoir qu'est-ce que ça aurait l'air un changement radical des rapports sociaux, (exploiteurs-exploités).

toujours viser la tête et viser la bonne





Mao

LES MOUETTES VOCALISENT L'OPÉRA DE MAI

L'APRES-MAI

Le gauchisme en France c'est peut-être les "querelles de chapelle" que les Québécois ont eut la chance ou non de connaître — stade second de la "conscience progressiste". La "lutte des chapelles" a été pour nous un processus dialectique: "apport du sang neuf, rejet du sang vicié". — (Déjà les grands mots qui sortent — on était les théoriciens de la théorie). Le Mouvement en France n'est plus Dany le Bouffon (Cohn Bendit) ou Geismar ou bien Krivine le social-pitre.

100 ans de "république" nous ont apporté quand même: la Commune de Paris, les lois anti-anarchistes de 1886, la Révolution trahie de 1939 et de 1945 ainsi que deux guerres impérialistes: Indochine et Algérie. Tous ces événements ont fait que toutes les couches de la population, tant sociales ou d'âge, ont eu à opter pour un camp à un moment ou un autre. Ceci a donné une conscience politique potentielle que Mai 68 a réveillée.

La Révolution sabordée de Mai était dans ses structures spontanées. Aucune organisation était prête à l'assumer. Mais le Mouvement Etudiant se référait à Marx et à Bakounine. Marxiste dans la mesure ou les "intellectuels" avec leur mauvaise conscience avaient pu se masturber du Capital de Lénine et de Mao. Libertaire car les modes organisationnelles étaient spontanées et que les masses d'elles-mêmes commençaient la mise en place de l'autogestion généralisée à tous les niveaux de l'activité humaine.

LES POUBELLES DE L'HISTOIRE

Le Mouvement étudiant vient de rejoindre les poubelles de l'Histoire. Les Facultés, les lycées ne seront plus jamais un lieu de pratique politique en soi. Le front des luttes est ailleurs. La Fac, ce n'est plus pour nous que le moyen d'être des marginaux ayant une carte d'étudiant et le restaurant universitaire. La Fac c'est le lieu où pour les besoins

d'une stratégie donnée, on trouve des forces d'appui et des forces qui "populariseront" une action — c'est-à-dire une réserve de militants. La Fac a été aussi le 1er endroit où pour des raisons de tactique et de pratique nous avons compris que la légalité bourgeoise avait ses limites — c'est-à-dire que nous avons compris la raison de la clandestinité (presse clandestine); mesures de sécurité — des relations avec les autres mouvements à l'étranger — de l'organisation militaire. Mais nous l'avons compris TROP TARD, l'interdiction et la dissolution étaient venues en même temps. Ce qui a posé des problèmes durant quelques 3 mois, temps de passage nécessaire pour adapter nos structures et pour continuer notre pratique quotidienne. **Il faut être prêt.** Prendre le train en route. Car il est difficile de rattrapper le temps perdu.

Le schéma qui vient sera très sommaire et ne saura que l'être car les ambassades de France sont très friandes de renseignements.

Le Ministère de l'Intérieur (RCMP française) qui est très logique comme tout "bon Français qui se respecte" fait une différence entre:

Les gauchistes légaux: alliés objectifs du pouvoir, des flics et du Parti communiste français tels les stalino-troskystes de l'A.J.S. et la Ligue communiste (troskyste) du pantin Krivine.

Les gauchistes illégaux: maoïstes et libertaires.

La Gauche Proletarienne: (dissoute le 28 mai 1970); organe: la Cause du Peuple. Elle est issue de l'ancienne Union des Jeunesses marxistes-léninistes sur lesquelles sont venus se greffer les théoriciens de la théorie révolutionnaire de l'école normale supérieure. Sa pratique a été d'appliquer à la lettre le schéma de la "révolution culturelle" chinoise. Ce qui a donné une série d'échecs. Théorie du coup de butoir pour sortir du milieu étudiant. Néanmoins elle avait plus ou moins réussi. La

plupart de ses dirigeants, juste avant sa dissolution, provenaient de la classe ouvrière. Son mode organisationnel très léniniste l'a entraîné dans un certain bureaucratisme qui a fait commettre à la G.P. un certain nombre d'erreurs tactiques telles que manque de préparation du terrain d'intervention et non-popularisation de l'action une fois entreprise. Mais du fait de leurs erreurs ils ont eut une action bénéfique sur la marche du Mouvement Révolutionnaire.

Vive la Révolution: (en voie d'interdiction) organe: V.L.R. Elle est issue de l'éclatement du "22 mars" auquel sont venus se greffer les anarcho-maoïstes, les dissidents de la G.P., une partie du Comité d'Agitation Culturelle et certains comités de base. Si elle se réfère au maoïsme, elle se réfère aussi au situationisme et à l'anarchisme. Il faut bien garder une certaine terminologie (mais cela tient plutôt du fatras). Et si V.L.R. se veut maoïste, cette référence n'a de valeur que dans sa propre destruction et son dépassement. Contrairement à la G.P. bureaucratique et centralisatrice chaque groupe est autonome... Leurs points d'action se portent au niveau de l'agitation politique, de la critique du quotidien: de l'urbanisme, du logement, des bidonvilles, de l'alphabétisation. L'école, l'usine et le monde rural...

Le Mouvement Communiste Libertaire (M.C.L.) regroupe quelques anciens membres du Mouvement du 22 mars, des conseillistes, les groupes autonomes, les comités de base et de quartier, et le reste du comité d'agitation culturelle. Idéologiquement il se réfère à Marx et à Bakounine tout en les soumettant à une recherche et mise en cause permanente (coupure radicale avec toutes les idéologies révolutionnaires ou non existantes). Son schéma organisationnel est celui de l'autogestion généralisée sans toutefois la circonscrire dans un concept clos (car ce serait contre-révolutionnaire de le faire). C'est-à-dire que la Révolution n'est pas une série de phases

séparées, elle est politique, économique, culturelle à tout instant, elle n'est et ne peut être que totale et radicale. L'organisation du M.C.L. se compose de groupes autonomes liés entre eux non par des principes rigides mais par le niveau de cohérence atteint à chaque moment (le maximum étant une finalité jamais atteinte), et par une recherche et un échange de vues sur les luttes en cours. Même pratique que celle de V.L.R.

LA MORT DES CHAPELLES

Perspective du Mouvement Révolutionnaire.

Trois groupes peut-être connus ou non au Québec s'entredéchiraient. C'était il y a encore 6 mois. Mais trois ans de "peut-être querelles" qui vues d'ici ont paru stériles nous ont appris beaucoup de choses:

Que la révolution ne peut se faire par personnes interposées, qu'elle est l'affaire de tous et non d'un état-major de professionnels.

Que la théorie ne peut s'élaborer qu'à partir de la pratique quotidienne des révolutionnaires, que la connaissance et la référence à des idéologies précises nous ont permis d'avoir une ligne politique cohérente dans son fond et de maîtriser nos modes d'analyse et d'en sortir une nouvelle pratique théorique (V.L.R. — M.C.L.) et ainsi de ne plus être des progressistes manipulés et réagissant de façon épidermique aux coups du pouvoir.

Que la différence entre ces trois groupes va en se résorbant car ils ont leurs actions communes et élaborent leur stratégie en commun et que toutes organisations — aussi spécifiques qu'elles soient — ne peuvent en aucun cas se substituer aux formes que le prolétariat en lutte se donne.

Que leur rôle n'est autre que d'être celui d'un instrument, de n'être par ses militants que les résonateurs, des émetteurs, des révélateurs et catalyseurs du capitalisme en crise.

pet et le pot

Un pusher de nos amis qu'on appellera Paul Elizé (un nom fictif pour éviter les ennemis) a cru se faire prendre au travail cet été, alors qu'au contraire des chiens fédéraux (nom réel pour éviter les ennemis) étaient là pour l'aider. C'est bizarre, mais tout s'explique facilement quand on sait que la scène se passait à eastman, au théâtre de la Marge-aux-Laines et que les principaux acteurs (par ordre d'entrée en scène) étaient Paul (dans le rôle du pusher), des chiens (dans le rôle des agents fédéraux) Louise Marteau (dans le rôle de Louise Marteau). Le régisseur en coulisse était PET. Le titre PET et le POT (ou encore "pusher, mais pusher pas trop fort"). La trame est fort simple: Paul arrive à Eastman et stationne à l'arrière du théâtre. Après avoir scruté rapidement les environs, il fouille les caches subtiles de son auto pour saisir quelques onces de POT.

Il ferme l'auto, se retourne innocemment et son regard se heurte tragiquement à six hommes suspects, à l'allure canine. Ceux-ci lui ordonnent fermement de les suivre. D'une nervosité retenue, Paul le pusher les suit. La meute et le pusher pénètrent dans le théâtre et se rendent à la loge de Louise Marteau. Paul croit alors qu'il ne sera pas seul à subir les foudres du justicier fédéral Tur-hair. Surprise, les chiens déguisés en homme déguisés en chiens lui demandent de régler l'affaire ("sort ton pot, a va t'payer"). Aussitôt dit, aussitôt fait. La meute sort et indique à Paul de filer à l'anglaise (les chiens ne parlaient pas français). Paul démarre rapidement parmi les aboiements de la meute. Du coin de l'oeil, un homme près du bar (on aura reconnu PET, le régisseur) regarde le tableau et s'exclame: "Otempora, o mores." Rideau.



d'étudiants commet ce genre de délit, c'est en général dans un but révolutionnaire." La police a d'ailleurs perquisitionné chez une étudiante et y a découvert des armes et des munitions volées à l'armée américaine.

La réalité du hold-up est celle-ci: depuis plus d'un an aux USA, beaucoup d'étudiants sont passés à la clandestinité, à la lutte de guérilla urbaine contre "l'ennemi du dedans et du dehors, l'impérialisme américain".

(Ceux que ça intéresse n'ont qu'à lire *Les Temps Modernes* mai 1970.)



Robert nous l'a dit: "le bill 63, on l'a amendé, ça va être efficace; avec la pression morale sur les immigrants, y vont parler français."

Robert, c'était un jeune politicien à l'époque du gros bill, jeune et plein d'espoir; il voyait déjà les Italiens s'inscrire par milliers à Berlitz.

Aujourd'hui ça va mal: Robert perd ses illusions. Quand Robert parle de l'assicurazione malattia aux Italiens, il leur parle en italien, ça c'est normal. Mais quand il les inscrit, il les classe parmi les anglophones: Robert ne se fait plus d'illusion, Robert comprend le bill 63, Robert knows who's who.

\$2,000 in tutto \$4,000 \$5,000 \$7,000 \$11,000 \$13,000 \$15,625 \$25,000 de altre fonti oltre al salario		\$ 40 \$ 50 \$ 56 \$ 68 \$ 88 \$ 104 \$ 125 \$ 200	\$ 32 \$ 40 \$ 56 \$ 68 \$ 88 \$ 104 \$ 125 \$ 200
---	--	---	---

VI PREGO RIMETTERE IL FORMULARIO DI ISCRIZIONE ALL'ASSICURAZIONE MALATTIA

FAMILY NAME: _____

1. FIRST NAME: _____ DATE OF BIRTH: _____

2. ADDRESS: _____ STREET: _____ APARTMENT NO: _____

MUNICIPALITY: _____ POSTAL ZONE OR COUNTY: _____

Per informazioni, scrivete a:
 "Renseignements"
 Québec Health Insurance Board
 P.O. Box 6600
 Québec 2 (Québec)
 o componete: 529-6531 (Québec)
 878-9261 (Montréal)

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD

la chambre de commerce

D'après les journaux de Power, qui ont massivement couvert (comme une tache d'encre) le dernier Congrès de la Chambre de Commerce de la Province of Québec — "non au Français langue de travail" (non au travail quoi!) — les hommes d'affaires sont inquiets de savoir ce que l'on pense d'eux. C'est même un des trois maux qui hantaient les 500 délégués, les deux autres maux (de tête) étant "l'indifférence des jeunes pour les affaires et la montée du socialisme".

Le nouveau président de la Chambre de commerce, un avocat anglophone de la bourgeoisie libérale — directeur de la plus importante compagnie de fiducie au Canada, le Royal Trust, (rappelez-vous les camions de la Brink's en route vers l'Ontario) — déclara même aux congressistes que "ce n'est pas en appauvrissant les riches que nous améliorerons le sort des pauvres". Et si c'était vrai? "Le monde des affaires a toujours été un très grand supporteur des hôpitaux et des organismes charitables." Ca, c'est peut-être vrai.

la participation des fédérastes: du crossage

Le parti libéral-fédéral cherche à garder le Québec dans ses rangs électoraux. Et pour réussir son racket, il se lance dans la "bataille de la participation et de l'animation", "mode" depuis longtemps démodée chez ceux qui font réellement de l'action politique militante, c'est-à-dire destructrice des structures des pouvoirs économique et politique capitalistes.

Et quelle est la formule de participation "nouvelle" des fédéraux au Québec? Écoutons l'intellectuel imberbe Gérard Pelletier: "Après avoir vécu dans une société désespérante d'ennui, tout le monde se met à parler. Mais le parti libéral doit-il laisser la parole aux autres? Non!" Plus tard, au cours de son discours devant ses patroneux de la région de Montréal, il déclare:

"le véritable défi est dans l'invention d'une forme de participation qui permet de traduire dans la réalité les grandes politiques du gouvernement et de s'assurer en même temps que les hommes au pouvoir ne perdent jamais contact avec aucun aspect de la réalité".

Sans être méchant, on peut très facilement affirmer que si les fédérastes

et autres politiciens vendus relancent la vieille idée de faire participer les citoyens au fonctionnement du pouvoir, ils ont, depuis toujours, perdu contact avec la réalité du monde qui se font écoeurer à la journée longue par les structures capitalistes.

Bref, si un fédéraste vous demande votre opinion sur le coût de la vie, faites-y donc payer cher sa question!



De source sûre, c'est-à-dire d'une information d'un professeur des Hautes Etudes Commerciales, nous pouvons affirmer que plusieurs raisons d'ordre technique avaient convaincu la compagnie General Motors de venir s'installer au Québec (investissements, marché, main d'oeuvre etc.), mais dans les facteurs impondérables, imprévisibles, il y avait le fait que cette compagnie américaine voulait à tout prix s'installer avant l'avènement de l'Indépendance du Québec.

On comprend maintenant qu'avec l'accession au pouvoir de Bourassa et de ses acolytes avec une forte majorité, la compagnie se crisse pas mal du chialage des indigènes de Ste-Thérèse. Pour résumer la pensée linguistique de la GM, disons tout simplement que le danger de l'indépendance est disparu pour quelques années, fuck le français.

robert se décourage

UNE PRIORITE: LE CHOMAGE

Si la priorité principale de Bourassa est de combattre le chômage, cet objectif principal ne préoccupe même pas ses petits amis du monde des affaires. Ainsi, lors d'un sondage réalisé au cours du Congrès, sondage proposant une liste de 15 priorités, les membres de notre mafia légalisée avaient à choisir parmi celles-ci les cinq plus importantes. La compilation donna ceci:

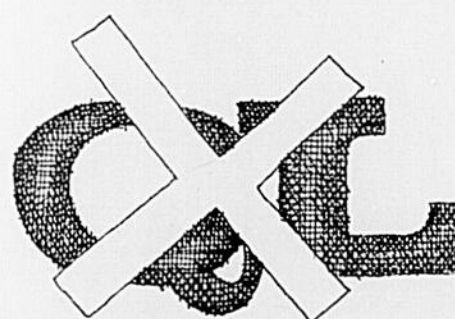
- administration plus efficace des deniers publics
- éducation économique
- investissement accru du secteur privé
- augmentation des subventions gouvernementales à l'industrie

privée.

- augmentation des budgets des ministères à vocation économique.

Les "boss" du Québec, comme on voit, croient ben gros à la libre circulation de l'argent. Ils ne pensent qu'à ça d'ailleurs car dans le questionnaire dudit sondage, la création des jobs vient au 16^e rang des priorités suggérées, c'est-à-dire qu'elle n'est pas sur la liste. Pourtant, Bourassa répète partout, dans ses discours fleuris: "100,000 jobs, c'est pas 100,000 chômeurs de plus!" Sans doute qu'en privé, avec ou sans femme, il couche sur la rue St-Jacques.

des camelots excommuniés



CEGEP AHUNTSIC

1. Le Directeur des services aux étudiants (Nadon) a commencé par suivre la fille (camelot) pour savoir qui achète le Quartier Latin et la Claque.

2. Il interdit alors la vente dans les corridors et la cafétéria, ensuite aux portes de sa maison d'éducation.

3. Donc, plus de vente directe nulle part.

CEGEP MAISONNEUVE

1. Un dénommé Brisebois, assistant du directeur aux étudiants interdit l'entrée du Collège à tout camelot.

2. Censure politique, puis censure de toute information.

"Après consultation des principaux responsables, nous croyons que les valeurs véhiculées dans la Claque ne rencontrent pas les objectifs que nous nous sommes fixés." Jean-Guy Brisebois, responsable des Services Collectifs.

COLLEGE NOTRE-DAME (PRIVE)

Entrée interdite à tout "diffuseur étranger".

CEGEP VIEUX-MONTREAL

Au pavillon Athanase-David (Paul-Emile Borduas) la vente directe du Quartier Latin est interdite (camelot expulsé). Celui-ci "travaille" donc aux portes de l'établissement; une fille entre avec son Quartier Latin et un agent de sécurité le lui déchire. La direction du pavillon interdit maintenant toute "diffusion extérieure".



la tuque, son camping et ses loisirs à consommation

Privilegiée dans son isolement, La Tuque se retrouve à 90 milles au nord de Trois-Rivières et à 65 milles au sud de Roberval.

Une route tortueuse, encastrée entre les rochers d'une part, la rivière St-Maurice de l'autre, nous y amène en se faufilant dans un décor splendide. Une fois là nous y retrouvons 13,500h. dont le niveau de vie assez élevé (par rapport à plusieurs autres municipalités de même échelle démographique et économique) est basé principalement sur une activité économique: l'usine de transformation de pâtes et papier de la Compagnie Internationale de Papier qui employait jusqu'à dernièrement près de 1,500 ouvriers, techniciens, spécialistes et cadres administratifs.

Malgré le décor industriel des grosses cheminées de l'usine crachant une fumée sulfureuse dans l'atmosphère et en dépit d'une odeur particulière flottant à la surface de la rivière St-Maurice (pollution de l'eau créée par les tonnes de sous-produits industriels déversées dans la rivière), la ville conserve une apparence de propreté et d'entretien, révélatrice d'un budget municipal excédentaire ne prévoyant aucune augmentation du taux de la taxe municipale et du taux d'imposition pour le service d'aqueduc, et cela pour la 15e année consécutive de même que l'exécution de réalisations publiques pour un montant de \$8 millions, sans augmentations du taux de la taxe foncière.

Une telle situation n'étant possible qu'en constatant que 34.6% des revenus du budget de l'année en cours proviennent de taxes locales (\$518,000) payées par les industries C.I.P. et Hydro Québec. En poursuivant la description plus profondément, on constate d'après les chiffres publics que le coût des services municipaux ne s'élève qu'à 61.7% (\$900,000) du budget et que la récréation et les services communaux y détiennent une proportion de 11.7% (\$108,000).

L'HISTOIRE SE GATE

Dans une optique étroite de politique des loisirs propre à l'administration municipale, cette somme est employée à la construction et à l'entretien de barboteuses,

de piscines, de terrains de baseball et en des salaires payés à des jeunes plus ou moins motivés ou compétents dans l'organisation de loisirs autres qu'uniquement sportifs.

Cette carence déplorable de loisirs sociaux-éducatifs et culturels a des répercussions immédiatement vérifiables quand on se promène les soirées de fin de semaine sur la rue principale. On peut y voir les groupes de jeunes déambulant sur le trottoir sur une distance d'un demi-mille, stationnant toujours devant les mêmes vitrines et écopant des contraventions à la douzaine de la part des subtils "flics" éducateurs de La Tuque.

Deux ans auparavant pourtant, le gérant municipal Léo Archambault et le maire Lucien Filion semblaient s'être interrogés sur la possibilité de mieux occuper les loisirs des gens de La Tuque en général et en même temps de faire participer les citoyens à un essor du développement touristique.

Ce furent de nouveaux arguments fumeux employés par "l'édile" municipal Filion qui n'en était d'ailleurs pas à ses premières armes dans l'utilisation de discours coulés de fil blanc pour mieux bourrer les gens, et les persuader de la nécessité d'avoir à La Tuque un terrain de camping "à nul autre pareil". Ainsi dit, ainsi fait: après plusieurs audiences auprès des dirigeants de l'ARDA, la municipalité obtint successivement des subventions de \$400,000 et \$300,000 pour permettre la construction d'un camping "à nul autre pareil" d'un coût global de \$1.3 millions! L'autre partie du montant total, soit quelques \$550,000, a été prise directement dans le budget municipal et représentait plus de 38.8% des revenus annuels. C'est ainsi que cet été, 25,000 personnes ont fait du camping sur une superficie de terrain dérisoire, quand on songe à l'immensité du territoire boisé qui entoure cette région.

DES PRIORITES RIDICULES

Une situation semblable est à la fois dramatique et typique de l'échelle de valeurs des administrateurs municipaux qui placent comme priorité, des réalisations

d'une conception très américaine des loisirs en plein air, qui consiste en l'utilisation du plus de béton possible pour faire ressembler l'ère de camping à une petite banlieue enfumée de Montréal.

Dressons une description sommaire de ce camping:

- Chemins et sentiers pavés
- Eau courante-chantepierre individuelle
- Egoût et prise électrique à chaque terrain.
- Patio, table, foyer sur chaque unité
- Neuf postes d'utilité sanitaire; 44 douches et 18 salles de toilette finies céramique.
- 2 buanderies-laveuses et sècheuses automatiques
- 2 restaurants
- 2 magnifiques piscines et 4 pataugauses, eau filtrée et chauffée
- lave-auto

Le prix de location est de \$3.00 par jour, même pour les payeurs de taxes de La Tuque. Simplement pour visiter le terrain, on vous charge \$1.00. (La presque totalité de ces renseignements est tirée du dépliant publié par le "camping à nul autre pareil" de La Tuque)

Il y a entre autre sur ce camping, une telle utilisation du ciment qu'on peut se demander si quelques uns des promoteurs du projet n'avaient pas intérêt à ce qu'il en soit ainsi...

Quoiqu'il en soit, une des perspectives de développement économique de la Mauricie consiste en l'encadrement du développement du tourisme et des loisirs en pleine nature, principalement en période estivale. Les touristes, les vrais campeurs sont-ils si bêtes pour qu'on leur offre de tels gadgets américains comme loisirs? Certainement pas indéfiniment!

QUI SONT CES ADMINISTRATEURS?

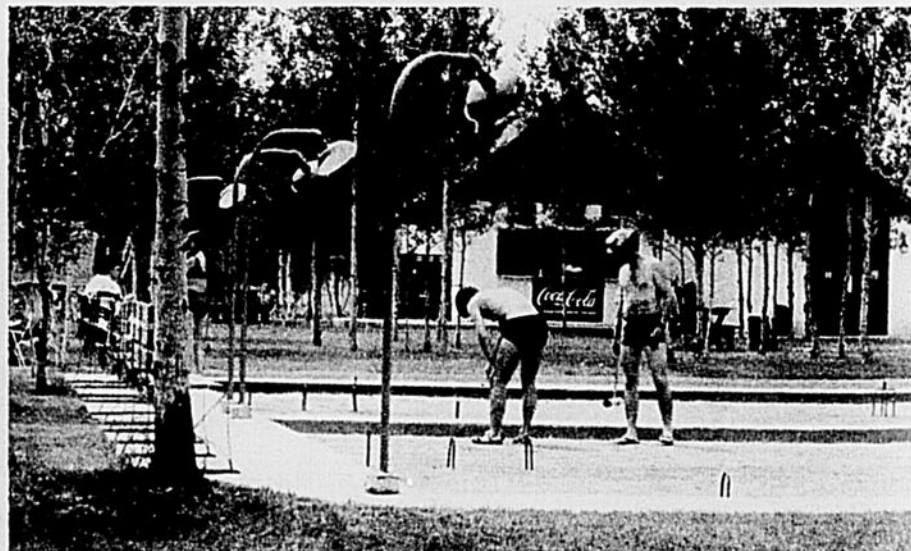
Quand on parle DES administrateurs, l'expression est passablement erronée. Dans la réalité, il s'agit plutôt du pouvoir concentré entre les mains d'un homme, le gérant municipal Léo Archambault. Non

seulement ce dernier s'est-il acquis le droit de prendre toutes les décisions mais en plus, il a très bien su s'imposer comme personnage indispensable auprès du conseil municipal. Un exemple de ceci, c'est que le printemps dernier, il s'est fait voter une augmentation de salaire de quelques milliers de dollars, le plaçant ainsi dans la catégorie des poids lourds, soit ceux de \$20,000 et de plus, il s'est aussi fait voter un fonds de pension de \$10,000 par année à sa retraite.

Pour ce qui est du maire Filion, il est à se demander comment il se fait qu'il occupe encore cette position, après avoir subi des échecs successifs alors qu'il se présentait comme député conservateur aux élections fédérales de 1968 et par la suite, comme député de l'Union Nationale aux dernières élections provinciales. Pour situer un peu le type de politicien qu'il est, ne faisons que rappeler qu'après avoir pris connaissance des résultats du vote à la dernière élection (où 64% du vote est allé au P.Q. à La Tuque même), le maire Filion usa systématiquement de terrorisme psychologique en hurlant sur les ondes locales, que ses concitoyens avaient fait de "l'aplantrisme" devant ses adversaires et qu'il saurait reconnaître ceux qui l'avaient trahi.

DES ACTIONS A ENTREPRENDRE

Il apparaît d'ormais assez clair que les La Tuquois commencent à comprendre que ce n'est pas en maintenant une administration où tout est décidé unilatéralement qu'ils parviendront à doter leur ville de structures réelles de participation garantissant l'épanouissement du citoyen de façon autre que par des loisirs uniquement axés sur la consommation, les camping luxueux et les barboteuses chauffées. Les citoyens de La Tuque et de partout devraient songer à se regrouper et faire valoir leurs droits. Peut-être alors, leur semblerait-il plus normal d'accorder priorité non pas à des réalisations du type de celles que l'on vient de décrire, mais au bien-être primaire de la population. On aurait pu par exemple, songer à former une caisse de secours pour 300 ouvriers qui viennent d'être congédiés par la C.I.P. (Canadian International Paper).





AU SECOURS!

Jeudi, un gars vient nous voir. On lui a appris ce matin qu'il ne pourrait suivre son cours complémentaire puisque l'administration avait décidé que les cours seraient bloqués à 41. Et ils étaient déjà huit dans cette situation.

Nous décidons donc de convoquer le lendemain une réunion pour savoir ce qui se passe.

L'administration, face aux étudiants, joue son jeu habituel: elle se réfugie sous les ailes du gouvernement qui, lui, n'est jamais là pour la démentir.

D'après eux, le problème est simple: le nombre d'étudiants est trop grand pour l'étendue des salles de cours, il faut donc faire un petit nettoyage.

Mais, pour redonner le sentiment de sécurité aux petits enfants qui craignent pour leurs crédits, on prend soin de leur expliquer que seuls les cours complémentaires seront touchés. C'est simple, en effet. Mais là où c'est un p'tit peu plus écoeurant, c'est quand on nous dit que le nettoyage est nécessité par des problèmes d'hygiène: à 50 dans des classes faites pour le primaire, i fait chaud pis ça pue.

Pourquoi nettoyer les cours complémentaires et pas les cours obligatoires? Pas un gars du C.E.G.E.P. ne tient à mourir d'asphyxie. Un cours, ça ne se donne pas à 50 dans un four.

Oui, les cours sont de véritables coups de matraque, de véritables noces de Cana pour grandes cruches.

Mais quand on est administrateur, aux questions pédagogiques on ne trouve que des solutions administratives. Si les étudiants s'interrogent sur la validité d'un cours à 50 ou sur le droit de suivre ce cours à 50 s'il n'a pas d'autre choix, quand on est administrateur on lui répond quant à la première question que cela dépend de la norme 1 par 15 et quant à la seconde que les locaux sont trop petits. Tiens le 1 par 15! Parlons-en, si il y a tant de merde, c'est bien grâce à lui.

Ouais! un professeur par quinze étudiants, c'est quand-même pas si mal si ton C.E.G.E.P. ne donne que le cours général. C'est même extraordinaire, formidable, etc... tu peux avoir des professeurs à ne plus savoir quoi en faire. Mais, c'est un peu moins comique, si on y donne aussi le professionnel, parce qu'eux-autres, les profs, ils les dévorent. Penses-y un peu. Si on donne une option où il n'y a que 12 étudiants (pi y en a), ça leur prend quand même un prof de maths, un prof de physique, un prof de chimie, etc... et pour leur donner tout ça, il faut comprimer ailleurs. Ceux qui sont comprimés ce sont les gars du général. Comme il y a moins de profs on doit augmenter leur nombre d'heures d'enseignement (au moins jusqu'à quinze) puis, comme cela ne suffit pas, on augmente le nombre d'étudiants.

Là, ça s'appelle "garoché-toé pour avoir une chaise". Encore, il faut tout de même que je le dise, nous autres, on est

chanceux, on a un professeur et deux tiers de plus que la norme.

Et ça ne se passe pas seulement ici. C'est partout. On est tous poignés, mais, bon Dieu, il ne faut pas le rester. En 1971, on va négocier un nouveau contrat et le 1 par 15 est un acquis pour le gouvernement.

Il faut qu'on bouge, qu'on fasse péter la norme à la face du gouvernement si on veut qu'il s'aperçoive que ça marche pas.

Je suis certain qu'il n'y a pas qu'au C.E.G.E.P. de Shawinigan où l'on doit se battre pour une chaise ou une place au cours.

Eh bien! si vous êtes poignés comme nous autres, faites-nous le savoir par le Quartier Latin parce que Deschamps l'a dit:

"A dix mille, on décroche la lune"

Et surtout maintenant, ça presse, chez nous, on risque d'être tous asphyxiés avant le deuxième semestre.

Un gars de Shawinigan.



THE BEST TO YOU EACH MORNING.

Avec toutes les démarches que Robert Bourassa a faites depuis qu'il est au pouvoir pour faire du français la langue de travail, j'ai décidé de prendre l'initiative d'en faire autant chez Kellogg.

Nous étions une quinzaine d'employés, tous francophones, mais dirigés par un gérant anglophone. Au début, je me suis plié aux conditions de travail "bilingue". Et puis, tous les rapports et communications furent faits en anglais, à l'exception de mes clients francophones, naturellement. Ça, c'est du 60% anglais, 40% français "bilingualism".

Je ne pouvais pas comprendre une telle politique (non écrite mais imposée) de la compagnie Kellogg de forcer l'anglais sur nous en nous envoyant ses communications en anglais (que faire quand les formules sont toutes unilingues anglaises) et qu'ils mettent un patron anglophone (bilingue!) en charge d'un personnel à 100% francophone, refusant de converser en français dans nos affaires et d'accepter nos rapports rédigés en français.

Pensez-y! C'est typique de plusieurs compagnies anglophones qui considèrent le Québec comme une autre "Louisiane" ou même comme un "China Town", où les gens parlent français juste entre eux. Ça attire les touristes, on est bon juste à faire de "l'entertainment". Naturellement, ils cèdent à la langue

officielle "canadienne" lorsque c'est le temps de discuter sérieusement.

"Mais c'est une compagnie américaine" s'objectent certains de mes confrères" et ils nous font gagner notre vie admirablement. On a l'auto de la compagnie et un bon salaire, donc pourquoi leur faire du trouble. C'est bien mieux pour nous de parler anglais, de toute façon, on s'exprime bien mieux en anglais".

Mais je ne voyais pas les choses par le même hublot. J'avais fait mes études secondaires en anglais (dans le temps, mes parents croyaient sincèrement que l'anglais m'était nécessaire pour vivre au Québec — ils ont malheureusement toujours raison, mais ils ont changé leur fusil d'épaule depuis...) et je sentis l'anomalie des choses plus vite que si j'avais étudié dans un entourage français seulement.

Je me suis adressé à l'Office de la langue française avec mon problème. Ils m'ont encouragé et ont collaboré avec moi afin de traduire les formules que nous avions au travail. J'avais l'intention d'aborder le problème avec les dirigeants de la compagnie, en leur suggérant d'instaurer le français dans la division de Montréal (tout le Québec quoi!)

Ceci assurerait un meilleur climat de travail pour les employés, donc un meilleur rendement serait obtenu d'eux. Car pour une compagnie qui dépense plusieurs millions en publicité pour rejoindre le peuple consommateur québécois, ce geste vaudrait beaucoup plus que tous ces petits commerciaux destinés à attendre les consommateurs québécois pour qu'ils achètent leurs produits. Mais la compagnie s'est débarrassée de moi avant que j'aie terminé mon projet.

Pierre Lalonde,
ex-représentant des ventes
de la Kellogg Company
of Canada Ltd à Montréal.

"Kellogg accapare 65% des ventes de céréales au Québec. La compagnie qui contrôle aussi Salada Foods est la numéro un dans le secteur en Amérique du Nord, avec 43% du marché. En 1968, les 22 marques de céréales Kellogg à elles seules donnaient à la firme des revenus de \$466 millions et des bénéfices de \$42 millions, soit une marge de profit de 9%... La compagnie dépensait \$38 millions en publicité." (Québec-Presse, 20-9-70)

UN MINI-RACKET: PRO-JEUNESSE

Je vous écris, car je sais que la majorité de vos lecteurs est composée de jeunes de 15 à 20 ans. C'est surtout à eux que je m'adresse.

J'aimerais que votre magazine publie ma lettre dans le but de dénoncer un organisme que je crois frauduleux, cet organisme se nomme Pro-Jeunesse. Et sa clientèle est choisie parmi la jeunesse étudiante qui possède des moyens financiers plutôt démunis. Cette organisation proclame regrouper des vendeurs dans différents domaines (ce qui je crois est faux).

Ces soi-disants vendeurs offrent de 10% à 40% de réduction sur tout achat fait à leur magasin, mais seulement sur présentation de la carte de membre de l'organisation. Et cette carte de membre, il en coûte quinze (\$15.00) dollars pour l'obtenir.

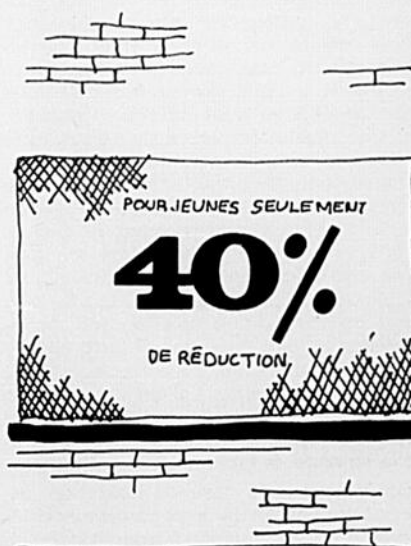
J'ai rencontré un de leurs représentants et lui remit un chèque de quinze dollars. Ce chèque fut encaissé par l'organisme, mais jamais plus je n'entendis parler d'eux. J'ai essayé de communiquer à trois ou quatre reprises avec les dirigeants de l'entreprise mais jamais mon représentant n'était là et de plus on m'offrait la garantie de satisfaction.

Cette petite aventure qui je crois m'a coûté quinze dollars s'est produite il y a de cela près de deux mois. Donc j'aimerais que les autres soient avisés afin qu'ils ne tombent pas dans le même piège.

De plus j'aimerais aviser les dirigeants de cette entreprise d'arrêter de nous fourrer, car je sais que je ne suis pas seul dans le même bateau. La Jeunesse est très réactionnaire et de plus elle a une mémoire d'éléphant. Je sais pour ma part que si Lemire (c'est le nom du représentant) me tombe entre les pattes, nous aurons des comptes à régler tous les deux.

Je vous remercie d'avance de votre collaboration si collaboration il y a.

Michel English
1671 Valois,
Montréal, Québec.



Kellogg's



DES MARXISTES STONED

Réponse à la question faut-il concilier la "nouvelle culture" et la socialisme, est-ce possible? Comment le faire?

Le mot socialisme a été vidé de son contenu idéal et affectif mais souvenons nous qu'il vise la cessation de l'exploitation de l'homme par l'homme, exploitation rendue possible par la dictature de l'état autoritaire, soutenu par la famille autoritaire: il est essentiellement combatif, dynamique.

La nouvelle culture elle s'inscrit en réaction contre la famille et l'état autoritaire au nom d'une vie libre et gratuite. Si pour une partie de la jeunesse l'image du socialisme n'est pas compatible avec l'affirmation du spontané et de la joie c'est peut-être que les militants marxistes ne se sont que trop peu attardés à étudier les problèmes sexuels et psychologiques de l'homme aliéné par le quotidien.

En combattant les dictatures le socialisme ne peut se proposer d'autre but que de détruire le terrain qui les nourrit: si la dictature est, comme le décrit Wilhem Reich, une réaction de peur vis-à-vis tout ce qui est vivant, soient: la culture populaire, la sexualité et plus largement l'indépendance psychique de tous les membres de la société.

Ainsi la lutte des peuples du Tiers-Monde contre l'impérialisme américain et la lutte de la jeunesse américaine contre l'encadrement faciste et la manipulation des consciences est-elle la seule et même lutte contre LA SOUMISSION DE LA VIE EN GENERAL.

Ici au Québec la soumission aux conditions sociales existantes a pour caractère particulier de diminuer l'intérêt de la vie intellectuelle et biologique, alors qu'un combat socialiste se propose d'éliminer le plaisir angoissé et autres contradictions qui nous font craindre la spontanéité de vivre, il n'a rien de commun avec le bureaucratisme centralisé ni le dirigisme culturel, il est plutôt l'outil qui rendra possible l'anarchie. (Tel est le sens du marxisme libertaire)

LA "NOUVELLE CULTURE"

Nouvelle? Le qualitatif est en soi insinifiant, la nouveauté n'est qu'un des aspects de la dictature exercée sur le consommateur. La question signifiante serait plutôt: est-elle révolutionnaire? Nous voyons qu'elle ne peut pas l'être puisque la culture révolutionnaire surgit de la lutte que mène la majorité exploitée de la nation; les instruments de cette lutte qu'il s'agisse de commune régionale autogérée ou de comités de citoyens transformés en comité révolutionnaire, deviennent alors les premières institutions de la culture libérée. Or nous sommes loin du compte, la nouvelle culture ne revendique que le droit de se manifester en tant que sous-culture elle ne pose pas la question du pouvoir culturel pour tout le Québec... La culture englobe plus que les cheveux ou la dope, elle définit les rapports sexuels, les rapports avec la science, la technique, la politique.

Nous y voyons le désir de libération, ce n'est pourtant qu'en de rares zones aux USA que cette culture nouvelle a compris que la libération ne se conquiert qu'au bout du fusil, l'enjeu véritable est trop important: le capital ne supportera jamais que l'on sape ses bases culturelles.

La révolution culturelle sans prise de pouvoir populaire sur les moyens de production ne peut-être qu'une réforme culturelle et toutes les réformes servent le capital.

La "Révolution tranquille", le "hyppisme", le P.Q. participent tous trois diversement à consolider l'idéologie de démocratie bourgeoise: une démocratie où toutes les libertés s'organisent autour du pouvoir de la bourgeoisie; une démocratie qui ne se pose pas la question du travail, du capital, du salaire et de la propriété privée des moyens de production.

Si la lutte politique est faussée quand la jeunesse étudiante se manifeste, si elle ne perçoit pas les contradictions de sa lutte, si elle ne profite pas non plus de l'assistance de militants informés, elle ne possède pas l'avant-garde d'un noyau idéologique et pratique. C'est là le coeur du problème actuel.

Jean Charbonneau
Médecine, U. de M.



AVIS DE LECTEUR

A mes "amis" de l'équipe,

Je voulais vous informer que le Quartier Latin me dérouterait. Tout en étant conscient que la nouvelle année pour le journal débute avec une équipe réformée ou du moins nouvelle, on peut constater, non sans peine des lacunes, qui à mon sens, sont graves.

Le premier numéro de cette année semble pourtant avoir dépassé déjà la qualité des parutions de l'an dernier par divers points de vue: son style un peu moins emprunté à quelques magazines hebdomadaires dans ses anciens reportages à grande envolée et aussi par l'absence de maxi-entêtes à la Montréal-Matin.

Malgré ces heureuses absences, le Quartier Latin me semble continuer à décrire les situations politiques et sociales actuelles avec tout l'ironie qu'un journal de la gauche (si l'on peut dire) en est capable, face à des faits inacceptables.

Notons par exemple le style littéraire ponctué de slogans et d'expressions bien typiques:

"Être jeune, c'est être illégal"
"Concordia la huitième merveille du monde"
"Enfin des étudiants cons... scientifiques"
"Le P.Q. dégoute la timidité."

Les deux pages intitulées "Fuckorium" en possèdent encore de savoureuses...

Est-ce bien le désir de l'équipe rédactrice que de garder cette attitude qui cherche toujours mieux à dénoncer qu'à informer, à plaider sans mettre à terme l'ensemble d'un problème? De même qu'elle cherche bien à mettre sur son dos chaque texte présenté du fait qu'ils ne soient pas signés, elle se met responsable et d'accord sur tout ce qui est imprimé. Cette façon d'agir qui a bien sûr l'avantage de présenter le journal comme un produit collectif a cependant le désavantage de réduire par le fait même sa "portée" ou du moins une espèce d'objectivité l'un face à l'autre. Cet ouvrage collectif qu'est le journal court

de grands dangers de ne se réduire qu'à sa petite clique de rédacteurs sans pouvoir s'ouvrir à l'extérieur s'il ne présente que le produit de sa propre équipe en ne signant aucun article par exemple. Il y a là impossibilité de rejoindre des opinions personnelles différenciées.

Il y a plusieurs façons de s'exprimer, des milliers même. L'équipe en a prise une qui est très peu sollicitante à l'action par exemple à mon avis.

Raymond Landry
Etudiant libre

UN EX-ABITIBIEN

Chers amis,

Je viens de prendre connaissance de l'article "L'histoire d'un mythe" pp. 26 et 27 de votre édition du 12 au 25 septembre.

Je trouve ça sympathique, mais lorsqu'on se mêle de faire de l'histoire, il est important d'attribuer les responsabilités là où elles appartiennent.

J'y lis, par exemple: "La réponse vint des syndicats qui voyaient la chance de racheter leur réputation..." Merci pour la concession. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que si "les syndicats" ne s'étaient pas accrochés dans des conditions extrêmement difficiles pendant des années — particulièrement entre 1950 et 1964 — les étudiants pourraient toujours "se fouiller" pour trouver un organisme dans le nord-ouest qui soit sympathique à leurs revendications.

Lorsqu'on "collectait" les cotisations syndicales de main à main aux portes des banques dans toutes sortes de températures, et qu'on parvenait à maintenir un petit noyau de 300 à 400 membres sur 1400 travailleurs à la Noranda, qu'on était attaqués au vitriol par les journaux locaux, etc., je ne me souviens pas avoir reçu beaucoup d'aide des représentants de la "société de demain" alors au Classique. Au contraire, j'ai fait plusieurs démarches alors que j'étais coordonnateur régional à Rouyn pour essayer de "rejoindre" le monde étudiant. A cette époque, on n'avait que faire de "ce pelé, ce galeux" qu'était le mouvement syndical. Qui est-ce qui, dans cette région, doit maintenant prendre toutes les occasions de "racheter sa réputation"?

Il n'est pas question de reprocher à la "génération présente" des étudiants les péchés (au moins d'omission) de la génération précédente. Tout ce que je demande c'est que ce soit mutuel!

Amicalement,
Emile Boudreau (ex-abitibien)



COMMUNIQUE

MASSACRE DE LA PLACE DES TROIS CULTURES

Aujourd'hui, 2 octobre, c'est le deuxième anniversaire des événements les plus tristes de l'histoire politique du Mexique. Le massacre de Tlatelolco mit fin au mouvement étudiant mexicain, une des rébellions juvéniles les plus longues, acharnées et san-

glantes de l'été 1968; non seulement ce furent des étudiants qui s'écroulèrent sous le feu des mitraillettes à la Place des Trois Cultures de Tlatelolco, mais aussi des femmes et des enfants en grand nombre. Personne, sauf le gouvernement, ne connaît exactement le nombre de victimes mais un chiffre conservateur dépasserait les 300 morts.

Lors du premier anniversaire de cet événement, c'est-à-dire en octobre de l'an dernier, autant la presse mexicaine comme la presse internationale (sauf de rares exceptions à l'étranger), ont gardé le silence et la répression policière empêcha le peuple mexicain de commémorer les faits. Comme nous craignons que cette année l'intimidation policière soit encore plus forte vu le changement de président dans quelques mois, nous espérons que la presse étrangère ne continuera pas à se faire complice du silence qui ne cesse de régner autour du massacre de Tlatelolco. Silence inexplicable d'ailleurs puisque dans la capitale mexicaine il y avait des journalistes de tous les pays du monde pour couvrir les Jeux Olympiques.

Pour une compréhension du mouvement étudiant mexicain, nous recommandons la lecture de *Mexico: Le Pain Et Les Jeux* de Claude Kiejman et Jean-François Held (Editions du Seuil), livre que les mexicains ne peuvent pas lire puisque toute littérature soi-disant subversive est confisquée aux douanes.

La nuit de Tlatelolco, la police fit des milliers de prisonniers. Peu à peu on les relâchait par vagues de 500 ou 1000, soit que les interrogatoires aient prouvé leur "innocence" ou que les tortures aient réussi à faire signer des déclarations et des confessions fabriquées par les policiers. Actuellement on ne connaît pas le nombre de prisonniers politiques: entre 150 et 200, il semble. Beaucoup d'entre eux n'ont rien eu à voir avec le mouvement étudiant mais de toute façon ils sont accusés de vol à main armée, homicide, etc... On profita de l'occasion pour arrêter les intellectuels et les gauchistes dont le gouvernement avait peur. Beaucoup d'entre eux n'ont pas été jugés quoique la loi exige que cela se fasse avant la fin de la première année d'emprisonnement.

L'an dernier les prisonniers politiques ont soutenu une grève de faim pendant un mois et demi. Le 1er janvier 1970 ils furent attaqués par les prisonniers de droit commun, petite fête du Nouvel An organisée par les autorités de la prison.

Nous espérons que la presse québécoise ne restera ni sourde ni muette sur la question des prisonniers politiques mexicains. Des centaines d'étudiants sont morts, d'autres ont été torturés, d'autres sont en prison et quelques-uns en exil. Ici les manifestations sont devenues impossibles: un groupe de passants de plus de deux est déjà vu d'un oeil louche. Nous espérons que les québécois ne laisseront pas passer inaperçu ce jour de deuil et que nos confrères étudiants nous appuieront dans notre lutte pour la liberté de nos prisonniers politiques.

Nous profitons de l'occasion pour inciter la presse québécoise à informer ses lecteurs davantage sur les problèmes de l'Amérique Latine. Que le Québec soit orienté commercialement vers les Etats-Unis et vers l'Europe n'explique pas l'ignorance des réalités latino-américaines et la manque de contact et de solidarité entre les "révolutionnaires" québécois et ceux du reste du continent.

Etudiants mexicains

LE Q.L. VS LA LIBERTE

Monsieur le Président,

Etant donné que le Quartier Latin devient un journal politique et ce d'une façon officielle je me vois dans l'obligation de démissionner du conseil d'administration.

Veuillez croire que ce n'est pas à cause de la politique de "gauche" que prend le Quartier Latin qui m'amène à démissionner. C'est le fait tout simplement qu'il devienne un journal politique, l'orientation n'a rien à voir avec ma décision.

Je crois que ce n'est pas le rôle d'un journal étudiant à prendre position, quelle qu'elle soit, sur la politique. Un journal étudiant doit laisser la parole à tout étudiant, tout en restant libre et indépendant.

Puis-je vous demander de transmettre à l'équipe de rédaction toute mon admiration pour tout le travail qu'ils ont accompli dans de si mauvaises conditions. Ce sont leurs convictions qui ont primé et c'est cela qui est admirable.

Mais je voudrais ajouter une chose. Faites attention de ne pas être aveuglé par l'idéologie. Se donner à une idée, c'est bien, mais il ne faut pas perdre de vue l'ensemble du problème.

C'est la liberté, qui a permis à l'équipe actuelle de Quartier Latin d'accomplir ce qu'ils ont fait. Une fois la liberté d'action perdue, il est difficile de revenir en arrière. Toute société, prise dans son sens le plus large et dans son sens le plus étroit, doit avoir le souci de respecter la liberté des individus qui la composent.

A l'heure actuelle un grand nombre de gens lutte pour la liberté individuelle. Ceci est acceptable à la condition de ne pas brimer soi-même la liberté d'autres individus.

Vous me direz que dans toute révolution il y a d'innocentes victimes. Ceci n'est pas logique puisque, théoriquement, une révolution vise à améliorer le sort des individus.

Après cette petite digression, je veux vous souhaiter bonne chance à tous et à chacun.

Sans rancune,
Bien à vous,
Jean-Claude Bernheim.



CE QUI SE PASSE CHEZ-NOUS, CA SE PASSE CHEZ-VOUS; SI ON SE DIT CE QUI SE PASSE CHEZ-VOUS ET CHEZ-NOUS, CA RISQUE DE CHANGER PARTOUT.

Est-ce que le QI peut réellement devenir un journal étudiant qui rassemblera, dans ses premiers moments, un tas d'idéologies un peu confuses pour ensuite en venir à une "idéologie générale" des conditions socio-économiques de tout le Québec? ou bien sommes-nous dans de la grande perturbation intellectuelle? ...

D'abord quelques questions élémentaires ...

1) Jusqu'à preuve du contraire, l'actuelle équipe du QI sera boycottée par le "QL libre"? Moi, en tout cas, j'aimerais bien savoir REELEMENT ce qui se passe chez vous ... Quelles sont les vraies raisons, LES VRAIES, pour lesquelles l'Equipe Bouchard-Dallaire se dit avoir été mis dehors de "façon régulière"? Et les deux versions devraient être publiées dans le QL, intégralement. Sans ça, le "ce qui va changer partout", oublions-le.

2) Cette formule de QI-régional est-elle

possible? Qui en fait établira les règles du jeu? Va-t-on diviser le QI en parties: les 3/4 des pages pour la région métropolitaine et le reste pour ... le reste?

3) Les gars ont un tas de choses à dire, surtout dans certaines régions, comme la mienne, où tout le monde se connaît pratiquement; ce qui équivaut à la plus belle des répressions. Est-ce qu'on s'attend à une belle philosophie ben standard avec tous les textes, qui "je le suppose", arriveront des quatre coins du Québec: nord-ouest, Bas du Fleuve et Gaspésie, région de Hull ... Va-t-on uniformiser la qualité (?) des écrits au dépend de ce qu'on a à dire et ce qu'on veut dire, au profit justement d'une philosophie préétablie?

J'aimerais bien savoir comment les correspondants concoivent ça un QI-régional? y croient-ils d'abord? Prenent-ils ça au sérieux ...

La question est: le QI se donne-t-il un sursis d'exécution ou le QI sera un des moyens qui risque de faire changer partout un tas de choses ...

Combien se donne-t-on de temps?

UN an, c'est trop long, pour effectuer ce premier départ.

CARL THERIAULT
Rivière du Loup.

Reproduire les lettres des deux équipes publiées dans Québec-Presse (Vcl 2 no 36. Le 16 septembre 1970) nous semble l'attitude la plus représentative de la situation.

Quand aux autres questions soulevées, c'est pas le biais du contenu des prochaines livraisons que s'articulera une réponse.

En passant si ça vous tente de dire ce que vous faites chez-vous ...

LETTERE A L'EQUIPE DE REDACTION DE QUEBEC-PRESSE

Québec-Presse a reçu une lettre de Pierre Graveline (ci-haut), membre de l'ex-équipe du Quartier latin 1969-1970. Celui-ci base tous les arguments de sa lettre sur un "conflit" dont nous voulons ici expliquer l'origine réelle. Québec-Presse n'a donc rien à voir avec ce prétendu conflit: il ne faut quand même pas jouer sur les mots pour justifier une "injustice" tirée par les cheveux et cousue de fils blancs.

Voici les faits tels que nous les connaissons.

L'ancienne équipe n'a jamais été congédiée. C'est la situation budgétaire anarchique (plus de \$100,000.00 de dettes. Venez vérifier!) et l'imprécision des projets d'été soumis par cette ancienne équipe qui ont forcé l'exécutif du Centre d'information étudiant à leur dire ceci: on ne peut accepter pour cet été un tel fonctionnement, la CIE n'a pas "une ostie de cent"; mais on est prêt à vous réengager au mois d'août

pour continuer à publier le Quartier Latin en septembre. L'équipe 1969-1970 demandait en plus au CIE d'aller chercher de l'argent à Service-Campus (le bailleur de fonds du Q.L.) qui, lui, leur en avait toujours donné. Mais Service-Campus refuse et refuse toujours de donner de l'argent au CIE. Face à cette situation, l'ancienne équipe préféra foutre le camp en bloc, sans plus de discussion avec l'Exécutif du CIE. Peut-on alors parler de lock-out et affirmer en plus que nous sommes des scabs?

Si nous travaillons maintenant au Quartier Latin, c'est qu'il fallait une autre équipe, vu le départ précipité (et j'en passe!) de l'équipe de 1969-1970, pour assurer la permanence du Quartier Latin. Le 12 septembre prochain sortira le 1er numéro du Quartier Latin 1970-1971, mais pas un membre de la nouvelle équipe n'aura reçu un maudit salaire. Car nous sommes prêts à aller jusqu'au bout pour publier le Quartier Latin. Et quand on sera payé, on aura tous le même salaire, soit \$100.00 par

semaine, que nous partagerons d'ailleurs avec "ben du monde de partout".

Salut à tout le monde. S'il y en a qui lisent Québec-Presse, qu'ils lisent aussi le Quartier Latin.

P.S.: Autre chose aussi: Lapalme et MacLean. Les gars de Lapalme, quand ils travaillaient encore pour Kierans, avaient tous le même salaire. Pas les gars de l'ancienne équipe du Quartier Latin dont les salaires s'échelonnaient de \$50.00 à \$250.00 par semaine.

Quand au magazine MacLean, c'était un conflit idéologique et politique, non pas un conflit administratif comme au Quartier Latin.

Québec-Presse n'est pas un journal à régler un "conflit" par-dessus la tête de ses lecteurs.

Luc Fournier
pour l'équipe du Quartier Latin 70-71

REPONSE DE L'EQUIPE DE REDACTION DU QUARTIER LATIN

Québec-Presse, "le seul journal québécois qui dévoile toute la vérité, le seul journal libre du Québec" m'a déçu énormément par son attitude dans l'affaire du Quartier Latin.

Rappelons quelques faits: En mai dernier, l'équipe du QL 69-70 est réélu pour un autre mandat d'un an par le conseil d'administration du Centre d'information étudiant (CIE), compagnie qui publie le magazine Quartier Latin. Quelques semaines plus tard, le comité exécutif de ce conseil d'administration décide de mettre fin au conflit qui l'opposait à ses employés en les congédiant. Donc, lock-out.

Un mois après, la compagnie CIE engage une nouvelle équipe et s'appête à reprendre la publication du Quartier Latin au mépris des droits fondamentaux de ses précédents employés. Je ne connais pas d'autres termes pour qualifier la nouvelle équipe que celui de "scab". La situation

qui existe au Quartier Latin est la même que celle du magazine MacLean et que celle des gars de Lapalme.

Quelle a été la position de Québec-Presse face à cette nouvelle injustice? Au début du conflit, malgré qu'elle en fut parfaitement informée, la rédaction de Québec-Presse s'est abstenue de dénoncer l'injustice. Etait-ce parce que dans son dernier numéro l'ancienne équipe du QL avait élaboré une critique radicale de Québec-Presse? Etait-ce plutôt parce que la nouvelle équipe "scab" partage les mêmes idées et les mêmes objectifs que l'équipe de Québec-Presse?

De toutes façons il est désormais clair que Québec-Presse favorise les "scab" de la nouvelle équipe du QL (si l'on regarde la publicité qu'il leur fait).

Ainsi, Québec-Presse dénonce les injustices des capitalistes mais non celles des gauchistes, il dénonce les écoeurantes

de ses ennemis mais encourage celles de ses amis.

Quelle horrible déception!

Cependant il est encore temps pour Québec-Presse de faire volte-face et de prendre position pour la justice en dénonçant les "scabs" du QL an 2. Si Québec-Presse n'a pas ce courage, je cesserai personnellement de le lire et j'invite tous les lecteurs qui croient encore à la justice à cesser de l'acheter et au besoin à le combattre et à le dénoncer. Si par contre Québec-Presse a la volonté de rester juste, il fera la preuve formelle et irrémédiable de sa qualité.

J'espère que vous aurez l'honnêteté de publier ma lettre.

Pierre Graveline,
rédacteur "slaqué" du
Quartier Latin 69-70

...contact·création...

·idée·

REFLEXION SUR LES ARTS PLASTIQUES

L'art québécois a tendance à s'orienter vers une dépersonnalisation croissante du fait qu'il veut s'intégrer aux courants internationaux et de ce fait juxtapose à sa forme propre un plaqué "objectif", étranger, tarissant son originalité possible. L'art consiste avant tout à extérioriser une situation particulière, configurée par le climat, la religion, le développement économique, la morale d'un peuple, sa manière de vivre etc...

Le Québec a vécu une expérience particulière par rapport aux autres peuples et c'est en exprimant cette particularité que nous produiront un art universel. Ex.: Borduas, Riopelle, Rousil, Bellefleur, Ferron sans la facilité.

Le Québec a vécu une expérience particulière d'énergies comprimées sur une façade de silence-soumission. Cette libido emmurée, enterrée, cadenassée par une morale et un contexte répressif n'aspire qu'à érupter tel un volcan.

Il nous faut tourner le dos résolument aux courants étrangers, "internationaux" qui ne représentent souvent que des modes superficielles et vite surannées, nous assumer suffisamment pour sortir ce que nous avons dans le ventre. Les pays d'Europe aujourd'hui sont vidés, épuisés par leur accablant passé, ils ne songent plus qu'à prendre une escale méritée.

Nous québécois, colonisés de la calotte polaire, avons engrangé le "stock" d'énergie, de vigueur capable de prendre la relève mondiale sur le plan créateur.

Il faut bien se l'avouer nous sommes des barbares, des vaincus qu'on a baillonnés et conduits comme des ombres. Aujourd'hui nous voulons de toutes nos forces la libération et le sentiment de notre valeur.

Nous avons courbé l'échine devant n'importe quelle autorité, rongé notre frein, trimés comme des bêtes de somme dans la forêt ou sur la terre. Nous avons respiré un vent d'intolérance distillé par la religion et l'occupant. L'autorité des soutantes traçait une voie unique et nul ne pouvait songer, sans se voir ostraciser, marcher ailleurs que dans l'ornière.

Les créateurs du temps, entre autre Nelligan, St-Denis Garneau, Borduas

Gauvreau, pour n'en citer qu'un petit nombre, n'avaient que trois recours: l'exil, l'asile, le suicide.

L'art est langage et communion. Pour posséder le sceau de l'authenticité il se doit de puiser son énergie inspiration dans les entrailles de la terre-Québec. Où se tapissent nos expériences et souffrances. C'est en plongeant jusque dans les tréfonds de leurs racines que nos vrais créateurs (Marie-Claire Blais Vailancourt etc...) ont rejoint la source originelle, se sont libérés d'un drame, d'une angoisse commune à notre peuple, donné corps à des aspirations confuses, pourvu le Québec d'un visage et d'une identité relative.

Nous avons à imprimer la longue bande magnétique du passé; vierge de langage et de "prise" de conscience collective; cette génération actuelle sera le héraut des baillonnés, des muets, des aveugles du temps de la noirceur. Nous avons été dépossédés et laissés pour compte sur cette vaste terre canadienne.

Nos créations, réalisations seront authentiques et vivifiantes du fait que nous nous alimenterons de la matière, du magma qui nous a façonné.

Sur le plan des arts nous devons éviter le piège de l'esthétisme des modes, des courants internationaux par lesquels nombre d'artistes québécois demeurent enfermés. La relève des arts appartient à des peuples comme le nôtre, plein d'énergie et de dynamisme mais dont l'écluse n'a pas encore été défoncée.

La tendance générale de la critique artistique actuelle est de négliger le contenu, d'axer sa rhétorique sur la forme et l'esthétisme. Leurs arguments tiennent dans le fait que tout a été dit et qu'il n'y a plus qu'à trouver un langage différent pour redire les mêmes choses. Il est arbitraire, erroné au départ d'abstraire la forme du contenu. Un créateur dévoré aux tripes par un feu intérieur pense à peine à diriger ses préoccupations sur une forme nouvelle, à réaliser, mais plutôt à libérer son brasier et d'accoucher des mondes qui l'éreignent. Cette projection puissante crée des formes nouvelles ainsi qu'un cours d'eau trace sa propre topographie.

Mais aujourd'hui les pouvoirs de la répression craignent l'art authentique car

celui-ci dévoile l'oppression, montre sous un éclairage cru la vie réelle des hommes, avec, s'il en est le cas tout l'attirail d'aliénation, de paupérisme économique et psychique etc... le spectateur par la médiation des livres, peintures, films etc... reconnaît et appréhende son propre drame. Il s'identifie et tente de réévaluer ses rapports et liens avec le social, de démasquer les clichés, les propagandes mensongères, répandues par les exploiters du peuple.

Afin de désarmer la révolte des masses et du même coup récupérer l'artiste au service de la bourgeoisie; on incite celui-ci par les manières indirectes de médium (qui ont toutes les apparences de l'objectivité mais en fait servent les oppresseurs) à produire des objets décoratifs artistiques "expérimentaux" "avant-gardistes" vide de substance de souffle d'esprit. Ainsi les réalisations d'objets artistiques deviennent-elles le reflet d'un monde s'opposant et écrasant de plus en plus l'humain, les valeurs spirituelles, transcendées. Un système devenu un univers lancé à fond de trot, haletant, et syncopé, tout fixé sur la fabrication proliférante, envahissante, d'objets produits métamorphosés en fétiches d'adoration et d'asservissement pour le peuple.

L'art actuel, en perdant son pouvoir d'opposition critique, en cessant la plaidoirie en faveur de la condition humaine se perd dans la production diversifiée des objets de consommation.

La peinture opticienne plasticienne élimine la matière humaine, charnelle, émotive; elle s'isole dans la tour d'ivoire de l'angélisme refusant ainsi de témoigner sur la réalité vécue par l'humain. Néanmoins, à l'époque de sa parution, la peinture plasticienne pour ne citer que celle-ci, apportait du sang nouveau. Elle établissait le contre-poids à l'automatisme et à l'expressionnisme abstrait qui s'acheminait vers la facilité. La peinture plasticienne constituait une synthèse et une épuration des travaux du groupe Bauhaus. Malévitch en 1923 élaborait par sa peinture, les principes et structures plasticienes, mais introduisait à ses compositions un rythme, une musicalité autrement plus complexes que les travaux des Mollinari, tousignant, juneaux actuels. La peinture plasticienne et optique entre autres, ne visent plus à rejoindre l'esprit,

mais exciter les sensations neuro-musculaires chez le spectateur. Un art vrai et captivant se charge d'un contenu émotif, charnel, logique et spirituel.

Entre parenthèse, le musée d'art contemporain présentait l'hiver dernier une exposition intitulée "grands formats"; entre autre, les spectateurs demeuraient frappés par une immense toile devant mesurer dans les 25 pi. par 15 pi. Celle-ci se couvrait sur l'étendue de sa surface d'un rouge unique appliqué uniformément au rouleau et seule une lisière mince de toile intacte dégoulinante de bavures rouge traversait le tableau en longueur. On ressentait devant cette murale non-significative une démission de l'artiste devant la conception et la réalisation inhérente à tout tableau, et une seule ambition filtrait de la toile: se voir vendue pour toucher le prix fort évalué aux pouces carrés de la toile. Comme toujours l'art des pompiers, des médiocres s'introduit sur le marché en laissant peu de place aux réalisations originales et authentiques. Les rares galeries de Montréal se confinent et se spécialisent dans un style bien défini d'oeuvres d'art en fermant leur portes aux artistes dont l'imagerie et le style ne collent pas aux courants officiels.

Les réalisations d'arts plastiques se voient considérées par la clique d'intéressés — marchands, collectionneurs — comme des valeurs de spéculation et de surenchère. Les artistes attachés aux galeries se prêtent complaisamment à ce jeu sans manifester de répugnance légitime.

Mais l'artiste se pliant à ce marchandage est à la fois la victime et le complice du système; récupéré, embourgeoisé il produit une oeuvre "bourgeoise", reflet de cette même récupération. Il n'éprouve plus le sentiment de divorce avec sa sensibilité, celle-ci se voyant "recyclée" et transformée par les poncifs de l'ordre établi. Entre d'autres mots, l'idéologie et la façon d'être de l'artiste s'identifient jusqu'à se confondre avec ses exploiters. A moins de rejeter les canaux de diffusions réguliers — galeries, collectionneurs — l'artiste est démuné de choix.

Mais le monde de la préhistoire agnise, les idoles impavides enlissent pour disparaître à jamais. Espérons-le!

·information·



LETTRE OUVERTE

A qui d'adroit,

Au Québec la situation de l'édition est précaire. Problème de diffusion et de mise en marché. Le livre québécois, dans les librairies est considéré en dernier après le livre américain ou européen. La situation est tout simplement aberrante. Comment un peuple coupé de sa littérature peut-il vivre libre? Puisque c'est dans l'art littéraire que mijote la langue de tout un peuple. Côté journaux, les critiques d'art sont des empâtes qui ruminent du McLuhan ou quelque autre théorie à la mode. Ils nous niaient en pleine face, mystifient le monde avec des grands mots à une piasse et quart. Les critiques d'art sont

des usurpateurs et la place qu'ils occupent dans les journaux devrait être remise au créateurs d'icette calice! On pourrait par exemple publier un roman par semaine en supplément dans la Presse! (comme le Montreal Star le faisait il y a quelques années) Le roman dans la rue!

Pendant ce temps-là les professeurs de littérature font des grèves pour avoir des augmentations de salaire. La littérature québécoise en cours n'a que faire de tout ces Tartuffes!

LE SALOON LITTÉRAIRE

1. En fin de compte les imprimés de masse vont à l'encontre de la culture

·document·

BRONZAGE..

LA RUE SHERBROOKE EST UNE PINCE À STOP SANS PISTE DE DANSE LISSE ET EXCITATRICE. C'EST RAREMENT MATHÉMATIQUE ET SANS FACTERIE EMERGENCE AVEC COINS DE SEMAINES... AU DÉBUT DES CURRICULUM VITAE EN VENTE, PASCHER I KNOW... I KNOW... LES CANADA-THINGS REVIENNENT A CLAQUETTE. LES AMBULANCIERS ST-JEAN SE PROMÈNENT EN PONTIAC ON CHIQUE PU... BEN FORT. ON SE TROMPE DE ROBINEUX, ON THE ST-LOUIS MOON. L'ÉMOION DE VISU DÉGRINGOLE. LE FLASH CYLINDRIQUE DEMEURE, LES AUTRES S'INSTALLENT. LE SOLFÈGE DE LA BONNE TAVERNE CHERRIER MANGE SA CLAQUE, SANS DOPE. LES TIRES FIRESTONE FONT DU BRUIT À TROIS HEURES DUMATIN, QUAND LES PETITES FATIGANTES DE LA RUE LAVAL, SE COUCHENT EN PENSANT AUX TUEURS DE COVÉRELLES. J'AI LE HOCQUET DES STATUETTES DE BOIS, PARCE QUE LES MAUVAIS ENTERTAINERS VIVENT L'APRÈS-MIDI.



·gratits·

A VIE AUX HABITANTS DE LA PLANÈTE TERRE
La Ste-Trinité descend sur Montréal:

Dieu la Mère
Dieu le Vice
Le Sain d'Esprit
et le Choeur des Folles

fonderont littéralement à bière fendre à l'IMPREVU 446 Place Jacques Cartier (à partir du 28 septembre de l'an de grass 1970)

LES BELLES HISTOIRES DES PAYS D'EN HAUT

D'une même érection, en des spasmes trinitairement concentrés sur les ondes cosmiques universelles et farfelues du 6e sens.

Elle jaillira d'un épais nuage bleu de cannabis enflammé en un orgasme dégoutant d'amour et de musique et elle se multipliera d'elle-même en milles extases transparentes.

·embarquez·



EMBARQUEZ! ENVOYEZ-NOUS VOS AFFAIRES ET VOTRE PAPERASSE POUR QU'ON REMPLISSE NOS PAGES... ON VA PASSER VOS MESSAGES. METTEZ-Y LE PAQUET! ADRESSEZ VOTRE PARTICIPATION A:

CONTACT-CREATION
MAGAZINE QUARTIER-LATIN
2222 EDOUARD MONTPETIT MONTREAL 250

·événement·

PROJET-POSSIBLE: LE CONGRES DES INVENTEURS

Il serait plausible d'organiser des rencontres sociales qui seraient dans la forme même innovatrices. Dans une nouvelle entre-vision, un projet de colloque sur les arts et l'artisanat pourrait s'articuler de telle sorte à permettre un véritable colloque-action. Les participants ne feraient pas que parler de ce qu'ils ont fait ou ce qu'ils feront... ils le montreraient et feraient instantanément. Le congrès serait un début en soi.

Le projet concret pourrait prendre à peu près cette allure. A la réception des tables avec des miroirs des cartons cinq par huit et des crayons-plumes. La carte d'inscription est un auto-portrait libre que chaque délégué ou invité portera les trois jours du congrès. L'endroit pourrait être une école... avec deux grandes salles: une salle de conférences perpétuelles (les gens s'inscrivent pour faire leur discours); une salle de foire où sont installés en kiosques les artistes-artisans étalant leur réalisation et réalisant à l'occasion. Le congrès durant trois jours et trois nuits, toutes les différentes composantes fonctionnant simultanément. C'est qu'en trois jours

tout le monde aurait le temps de toucher à tout et toute interrelation serait possible. Il y aurait des ateliers de discussions couvrant certains thèmes majeurs de préoccupations... les gens auraient chacun un papier et un crayon et ne noteraient que ce qui les frappe, ou dessineraient, etc... Après chaque session on recueillerait les différentes feuilles pour l'atelier imprimerie qui assemblerait les éléments divers et publierait à mesure pour tous les congressistes en guise de documentation. Il pourrait y avoir des salles de musique, les musiciens se rencontrent avec leurs instruments... de mêmes ateliers pour la peinture et la sculpture. Une cuisine collective fournirait la mangeaille et les gens pourraient aussi se la préparer... le local serait disposé en conséquence. Des salles appelées reposoir qui seraient des pièces complètes recouvertes de matelas de gymnase (on enlève ses souliers à la porte), seraient un lieu tranquille où les gens pourraient aller dormir quand ça leur tente.

En fait ce n'est qu'une amorce de réflexion. Mais il y a sûrement beaucoup à faire dans la façon de faire des congrès. La révolution il faut que ça se fasse dans tout! A quand l'alchimie sociale?

·occasions·

MONTREAL — Toute sorte d'affaires pour presque rien... Les GLANEUSES (est) et la Saint-Vincent-de-Paul (coin Champlain et Ontario).

"Beatnick are out to make it rich, must be the season of the witch!" DONOVAN

A venir... la commune immense de Waterloo

DEFENSE D'INTERDIRE

"QU'AS-TU CEUILLIS AU COEUR DE LA LUMIERE?" raould duquay

Cireca INC.

Centre international de Recherche en Esthétique et Cosmétologie Appliquée.



**excellence en cosmétique
produits du Québec
esthétique-cosmétique-mode
spécialiste en beauté**

Cireca, spécialiste en beauté, a créé pour vous une grande variété de produits. Ceux-ci conserveront à votre épiderme cet éclat de jeunesse

tant désiré, protégeront votre beauté de façon continue contre la POLLUTION et la fatigue, retarderont le vieillissement de vos tissus.

On demande gérant (e) représentant (e) s'adresser à 5740 est rue Sherbrooke.

CONCOURS 71-4000 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA

**AGENT DU SERVICE
EXTERIEUR
AGENT D'IMMIGRATION
A L'ETRANGER
ADMINISTRATEUR
PUBLIC**

**Ministère de l'Industrie et du Commerce
Ministère des Affaires extérieures**

**Ministère de la Main d'Oeuvre
et de l'Immigration**

**Gestion du personnel
Gestion de l'exécution
Services d'information
Services Administratifs
Gestion des finances
Achats et Approvisionnement
Gestion des ensembles informatiques
Organisation et méthodes**

EXAMEN

Mardi, le 20 octobre 1970 à 7:00 p.m.

**Endroit: Université de Montréal, Pavillon Central,
Salle Z-110, Montréal, P.Q.**

IMPORTANT

L'examen écrit est obligatoire pour tous les candidats.



Fourrures Antique pour hommes
et femmes. Chat Sauvage, Renard etc.
de \$45.00 et plus.

152 rue Prince Arthur, Tél: 288-2025

**Antique
Fur**

A VENDRE

Chalet d'été idéal pour la saison du ski qui vient.

Peut coucher de 20 à 25 personnes.

Incluant poêle, réfrigérateur, chauffettes, literie, la chine etc.

Situé à Knowlton dans les cantons de l'Est à 5, 10 et 15 minutes des pentes de ski.

Avantage additionnel à proximité du lac Brome (non-pollué)!

Appelez: Mrs. A. Allerton, 117 Cragmore Rd., Pte. Cl.

697-0851

Prix: \$7,700.00

TEMPS PARTIEL

Résident de Laval et Rive-Sud seulement

\$60.00, \$80.00 et plus par semaine pour montrer un film 2 fois par soir

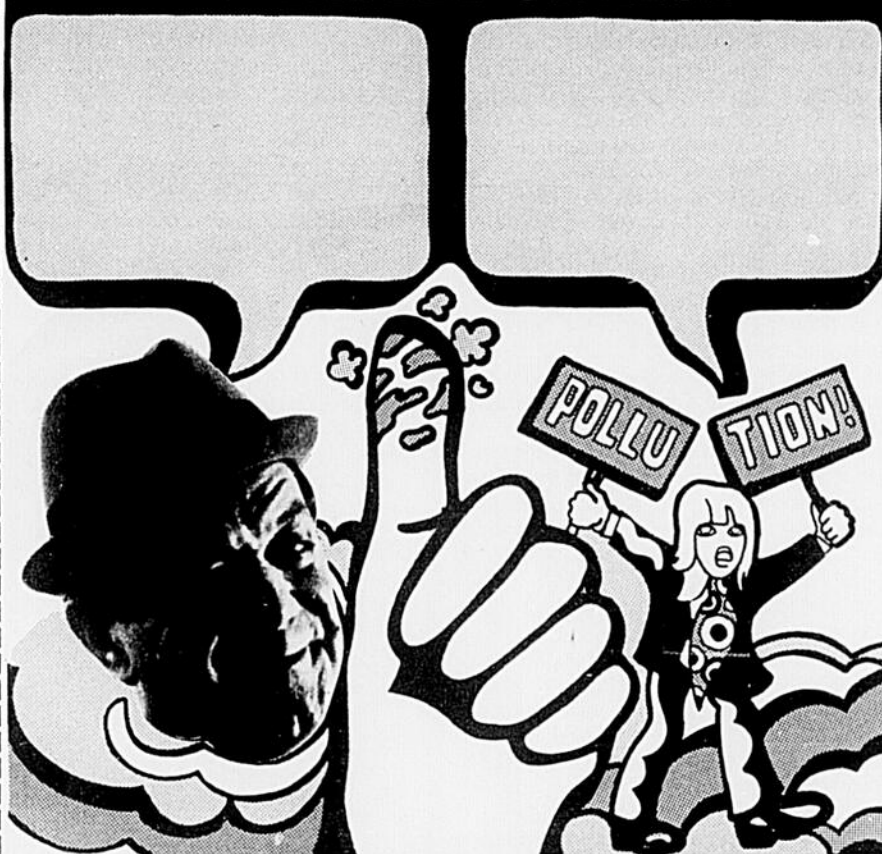
aucune expérience requise automobile nécessaire

centre protection incendie

M. Habib

2540 Est, Bélanger — 376-0110

C'EST L'ANTI-PUBLICITÉ...



LA 50... C'EST TOUT UN NUMÉRO!

Partout au Canada

Labatt

brassée au Québec par La Brasserie Labatt Limitée

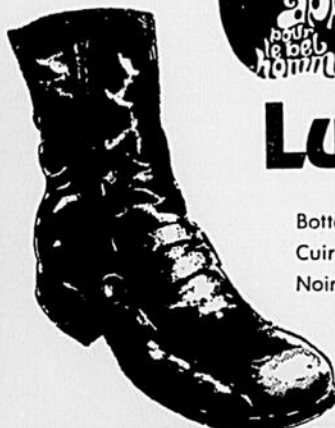
y a rien qui la batte!

persévérance
et



assurance

the Villager
shoe shoppes inc.



add's
apple
pour le bel homme

Lui seul

Bottes à deux glissières
Cuir chevreau
Noir - Bourgogne
Seulement \$34.99



Ouvert jeudi et vendredi soir. Commandes P.S.L. acceptées.
Cartes de crédit et Chargex acceptées

5218, chemin Reine-Marie
Centre commercial Fairview
6621, Plaza Saint-Hubert

Les Galeries d'Anjou
Place Victoria
1478, rue Peel

110, rue Spark (Mail), (Ottawa)

Telles sont les qualités essentielles qui feront de vous une championne. Qu'il s'agisse de monter à cheval, de nager, de jouer du piano ou simplement de devenir une vraie femme.

Chaque obstacle est plus aisément franchi si la protection hygiénique que vous utilisez ne concourt pas contre vous comme le font les serviettes. Choisissez donc une protection hygiénique comme les tampons Tampax.

Portés intérieurement, ils sont sûrs et faciles à utiliser, même la première fois, (avec les directives, aucun problème). Vous vous sentez fraîche, à l'aise et pleine d'assurance. Tout le jour, tous les jours. Quant à la persévérance, vous y arriverez sans peine. Avec les tampons Tampax, rien ne vous est impossible.



CONÇUS PAR UN MÉDECIN
DES MILLIONS DE FEMMES LES UTILISENT
LES TAMPONS TAMPAX SONT FABRIQUÉS EXCLUSIVEMENT PAR CANADIAN TAMPAX CORPORATION LTD.,
BARRIE, ONTARIO

AU BRÉSIL

Vu d'ici, il n'y paraît pas, mais dans les faits, le Brésil est actuellement plongé dans la guerre civile. Habituellement, l'armée dans un pays a pour fonction de défendre le peuple contre l'ennemi extérieur. Or au Brésil, l'ennemi se trouve, paraît-il, à l'intérieur même du pays. Il y aurait des éléments dits "malades" ou "nocifs" dans la population. Par conséquent, "les forces armées, représentant l'élément "sain" de la nation et qui jusqu'ici ont garanti l'intégrité nationale par leur présence aux frontières du pays, ont désormais une tâche nouvelle: elles doivent lutter sur le front intérieur en nettoyant le corps de la nation des éléments subversifs. Cette armée s'infiltre donc dans tous les domaines de l'administration et de la vie civile. Les chefs de service de l'administration fédérale sont pour la plupart des militaires. Des militaires sont nommés au gouvernement des états de la fédération. Dans les Facultés, les militaires prennent des postes de direction et d'enseignement... Une censure rigoureuse musèle la presse, la radio et les différentes chaînes de télévision privée. Dans la rue et notamment autour des casernes, prisons et bâtiments de la DOPS, les mesures de sécurité (barbelés, patrouilles en armes etc.) sont visibles."

L'armée est partout, et elle réprime toute opposition avec une violence inouïe. A preuve, il y aurait actuellement près de 12,000 prisonniers politiques au Brésil. Mais surtout, cette violence est exercée par la torture. On n'imagine pas jusqu'à les militaires brésiliens peuvent aller dans la cruauté. Nous avons des témoignages à la tonne sur ce sujet, tous plus éloquentes les uns que les autres. Nous nous contenterons ici de citer à nouveau le rapport de la Commission internationale des juristes, publié en juillet dernier.

"Le gouvernement (brésilien) a construit dans l'enceinte du camp de détention de l'île des Fleurs sous forme de Bunker, une bâtisse spécialement équipée pour la torture à l'électricité, au feu, aux coups et aux techniques d'étouffement et d'arrachage d'ongles. Cette bâtisse s'appelle "Pavilhão de investigações criminais". Durant les mois de février et mars et de nouveau en juin, le bâtiment abritait plusieurs séances de tortures conjointes et ceci 24 heures sur 24, pendant plusieurs jours de suite. Il existe des pièces différentes. Deux de ces pièces sont divisées au milieu par une paroi. Cette paroi comporte une fenêtre à la mi-hauteur. Cette fenêtre est une fenêtre véritable permettant de regarder de l'autre côté de la paroi pour les uns. Pour ceux de l'autre côté par contre, la fenêtre agit comme un miroir. Lorsque des conjoints, des pères et fils, mères et enfants sont torturés dans une de ces pièces, l'un des deux

est ainsi forcé de suivre par le regard le supplice de l'autre. L'autre toutefois n'entend que les cris de l'autre côté de la paroi et ne peut voir son parent, fils ou femme torturé. Autrement dit, ce système permet d'ajouter à la torture physique la souffrance morale, mais exclut que les deux suppliciés puissent s'encourager mutuellement par le regard.

De cette façon ont été torturés durant les mois de mars, avril et mai 1970:

Maria Dalva et Abigail, toutes les deux âgées d'environ 20 ans, prises fin janvier 1970. L'une des deux filles est aujourd'hui paralysée à partir de la hanche, l'autre mentalement dérangée.

Paul et sa femme Isabel, 26 ans et 25 ans, pris en février 1970, torturés pendant plusieurs jours, la femme est aujourd'hui nerveusement détruite.

Mario Alves, écrivain et journaliste. La cinquantaine, pris en janvier 1970, est mort sous la torture, après avoir crié toute la nuit sans soins dans le cachot où malgré ses blessures les bourreaux l'avaient jeté après une séance de 24 heures dans le pavillon.

La mère d'un leader étudiant qui a pu à plusieurs reprises rendre visite à son fils au camp de l'île des Fleurs témoigne que les responsables du camp avaient l'habitude de placer dans la salle des visiteurs un garçon mutilé dont les mouvements disjointes et la marque des supplices endurés devaient inciter les parents-visiteurs de conseiller à leurs fils ou filles une collaboration empressée avec les enquêteurs."

C'est à des dictatures aussi odieuses que les Etats-Unis, en bon défenseurs de la liberté, accordent leur aide militaire et technique. (On sait que les américains prêtent leurs experts militaires et tortionnaires pour éduquer les novices brésiliens).

Il existe à Montréal un comité de solidarité Brésil-Québec, qui a d'ailleurs organisé une manifestation le 2 octobre dernier. Voici le texte d'une lettre envoyée par trois des 40 prisonniers politiques libérés en juin grâce à l'enlèvement de l'ambassadeur d'Allemagne fédérale par le commando révolutionnaire "Juarez de Brito":

La Havane, le 13 août 1970.

Camarades québécois,

En arrivant à Cuba, représentant les 40 prisonniers politiques échangés contre l'ambassadeur l'Allemagne, nous voudrions vous exprimer nos remerciements pour le travail réalisé par la Commission de solidarité avec le Brésil, qui fonctionne à Montréal.

La manifestation réalisée par les camarades québécois en avril dernier a eu tellement d'importance que les journaux brésiliens eux-mêmes, sous une censure rigide, ont été obligés de la divulguer en détails.

Nous voudrions rappeler que d'autres manifestations comme celles-là furent réalisées en Europe, spécialement à Paris et dans les capitales des pays nordiques. Elles sont d'une importance extraordinaire pour les prisonniers politiques qui sont aux mains de la dictature brésilienne, et soumis à un des niveaux de torture les plus barbares de toute l'histoire de l'humanité.

Ainsi, cette semaine, le gouvernement brésilien refusa d'ouvrir les prisons du pays à une commission de juristes internationaux, reconnaissant de cette manière l'existence des tortures, des emprisonnements illégaux, qui n'affectent pas seulement les révolutionnaires déjà engagés dans la lutte, mais encore l'homme de la rue, qui souvent, après avoir quitté son travail, n'arrive pas chez lui.

Ce refus, et aussi un long dossier sur les tortures connu à l'extérieur suffisent pour montrer aux pauvres du monde entier la justesse de nos actions armées pour libérer des prisonniers politiques, souvent rendus paralytiques par l'effet des chocs électriques, ou encore sur le point d'être assassinés par les policiers.

Pour nous aujourd'hui, le monde est divisé entre les pauvres, les exploités, et l'impérialisme américain et ses complices. Il n'y a ni innocents ni spectateurs. Il y a deux mondes bien définis: un qui agonise et un autre qui naît, dans la guerre et la souffrance. C'est réconfortant de savoir qu'un groupe de Québécois prend partie ouvertement en faveur des exploités du Brésil et de leur avant-garde qui est poursuivie, emprisonnée et torturée constamment.

Nous vous envoyons un bulletin d'information sur notre lutte armée, et nous réitérons notre espoir que la lutte se poursuive malgré les difficultés qui peuvent se présenter. La divulgation de notre mouvement dans le peuple québécois sera d'une grande valeur, non seulement pour isoler encore davantage la dictature militaire brésilienne, mais aussi pour montrer que notre révolution avance sans cesse vers la libération du pays.

Saluts révolutionnaires.

Fernando Gabeira, VPR
Litz Benjamin Vieira, MR8
Carlos Eduardo Fleury, ALN

Comité Solidarité-Brésil
4065, rue Louis-Cyr
Montréal Tel.: 932-7346

C'EST LA GUERRE CIVILE





montréal, state of quebec · 4 septembre 2010

le p.q. avait raison

C'est hier à Montréal que M. René Lévesque, illustre patriote québécois maintenant âgé de 88 ans, a remporté une bataille entreprise en 1970. Il s'agit bien sûr, à quarante ans d'intervalle, d'une victoire symbolique. Rappelons les faits : en octobre 1970, le Parti Québécois prouvait devant les tribunaux que plusieurs citoyens avaient voté illégalement à l'élection provinciale du comte de Fabre (le Québec étant alors une province du Canada et non pas un état américain). Cependant par une manœuvre juridique frisant la malhonnêteté le Parti libéral du Québec, contestait la constitutionnalité de la loi électorale. La décision fut reportée cinq fois devant la Cour Suprême, jusqu'à ce que le Canada après une crise économique grave majeure, connut le régime dictatorial des colonels-policiers sous le règne de Wagner. Toutes les lois furent modifiées (c'est le moins

qu'on puisse dire) et il fut interdit de contester "quoi que ce soit". En l'an 2000, le Canada fut annexé aux USA et la démocratie fut remise obligatoirement en place (il fut défendu de contester cette décision). Aujourd'hui donc, René Lévesque obtient justice, mais il est clair que cette cérémonie était teintée d'amertume.

Parmi les personnalités présentes au bureau du gouverneur de l'État du Québec l'on retrouvait le gouverneur du Québec, M. Donato Paduano, Mike Kennedy, président des États-Unis, Mario Beaulieu (prophète national) et Claude Charron, sénateur de l'État de Californie. Nous vous rappelons que M. Charron avait choisi l'exil après la défaite de 1974 et que c'est en Californie qu'il poursuit sa brillante carrière politique.

D-0017-20-10-69-00

DEPARTEMENT DES PERIODIQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU QUEBEC

1700 ST-DENIS

MONTREAL 129 QUE.

LE QUARTIER LATIN SE REND PARTOUT



SI VOUS VOULEZ
UNE "RUNNE" DANS VOTRE MILIEU
TELEPHONEZ A LA DIFFUSION